

COUR D'ARBITRAGE

F. 88 — 561

—
Arrêt
—

Numéro du rôle : 45. Arrêt n° 47.

En cause : le recours en annulation partielle du décret de la Région wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution.

La Cour d'arbitrage,
composée des présidents E. Gutt et J. Delva,
des juges J. Sarot, J. Wathelet, D. André, F. Debaedts, L. De Grève, K. Blanckaert, L.P. Suetens et M. Melchior,
assistée du greffier H. Van Der Zwalmen,
présidée par le président E. Gutt,
après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet

Par une requête transmise à la Cour par une lettre recommandée déposée à la poste le 29 décembre 1986, le Conseil des Ministres demande l'annulation des articles 15, 29, § 2, 32 à 35, 40, 70 et, pour autant que de besoin, de l'article 79 du décret de la Région wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, publié au *Moniteur belge* du 10 janvier 1986.

Cette affaire est inscrite sous le n° 45 du rôle.

Par une requête adressée à la Cour à la même date du 29 décembre 1986, le Conseil des Ministres avait également introduit un recours en suspension du décret susdit.

La Cour a rejeté cette demande par son arrêt n° 33 du 29 janvier 1987.

II. La procédure

Par une ordonnance du 30 décembre 1986, le président en exercice a désigné les membres du siège conformément aux articles 46, § 1er, 48 et 49, de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

L'avis prescrit par l'article 58 de ladite loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 7 janvier 1987.

Conformément aux articles 59 et 113 de la même loi organique, les notifications ont été faites par lettres recommandées déposées à la poste le 7 janvier 1987 et remises aux destinataires les 8 et 9 janvier 1987.

Par des ordonnances des 25 juin et 9 décembre 1987, la Cour a prorogé le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu, respectivement jusqu'au 29 décembre 1987 et jusqu'au 29 juin 1988.

Par ordonnance du 29 octobre 1987, le président E. Gutt a soumis la présente affaire à la Cour réunie en séance plénière.

Par ordonnance du 4 novembre 1987, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 25 novembre 1987.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été informés de la date de l'audience par des lettres recommandées déposées à la poste le 4 novembre 1987 et remises aux destinataires le 5 novembre 1987.

L'audience a été reportée au 9 décembre 1987.

Les parties et leurs avocats en ont été avisés par lettres recommandées déposées à la poste le 26 novembre 1987 et remises aux destinataires le 27 novembre 1987.

L'Exécutif flamand a introduit un mémoire le 6 février 1987.

L'Exécutif régional wallon a introduit un mémoire le 9 février 1987.

Le Conseil des Ministres a déposé des conclusions le 30 avril 1987.

L'Exécutif régional wallon a déposé des conclusions le 19 novembre 1987.

L'Exécutif flamand a déposé des conclusions le 25 novembre 1987.

A l'audience du 9 décembre 1987, par suite de l'empêchement du juge I. Petry, la Cour était composée de dix membres, conformément à l'article 46, § 2, alinéa 3, de la loi organique du 28 juin 1983.

A cette audience :

— ont comparu :

Me M. Van Doosselaere, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des Ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles;

Me H. Vandenberghe, avocat du barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif flamand, rue Joseph II, 30, 1040 Bruxelles;

Me E. Orban de Xivry, avocat du barreau de Marche-en-Famenne, pour l'Exécutif régional wallon, avenue des Arts 13-14, 1040 Bruxelles;

— les juges J. Sarot et L.P. Suetens ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus en leurs plaidoiries;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux dispositions des articles 52 et suivants de la loi organique du 28 juin 1983 relatifs à l'emploi des langues devant la Cour d'arbitrage.

*III. En droit**En ce qui concerne les parties*

1. Les parties au litige sont le Conseil des Ministres, qui a introduit le recours et déposé des conclusions, l'Exécutif de la Région wallonne et l'Exécutif flamand, qui ont déposé un mémoire et des conclusions.

En ce qui concerne la recevabilité du mémoire de l'Exécutif flamand

2. Le 6 février 1987, l'Exécutif flamand a déposé un « mémoire tendant à l'annulation », signé par l'avocat de l'Exécutif et contenant expressément un nouveau recours contre les articles 32 à 35 et, au besoin, l'article 79 du décret en cause, ainsi que trois moyens d'annulation dirigés contre ces dispositions.

Toutefois, à l'audience du 9 décembre 1987, l'avocat de l'Exécutif flamand a précisé que ledit « mémoire tendant à l'annulation » devait être considéré comme un mémoire, et non pas comme une nouvelle requête.

Ce mémoire répondant aux conditions de forme et de délai prescrits par la loi du 28 juin 1983 organique de la Cour d'arbitrage, il est recevable, mais en tant que mémoire seulement.

Quant au moyen dirigé contre les articles 15 et 70 du décret

3.A. Le premier moyen que le Conseil des Ministres invoque dans sa requête est formulé comme suit :

« Violation des articles 107quater de la Constitution, 6, paragraphe 1er, II, 1^o de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, et de l'excès de compétences.

En ce que l'article 70 du décret en litige abroge, notamment, l'article 2, alinéa 2 de la loi du 28 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution (en ce qui concerne le territoire de la Région wallonne) et que l'article 15 du décret y substitue une disposition normative dont le contenu est moins rigoureux que celui de la norme nationale abrogée.

Alors que la disposition de la loi spéciale dont la violation est invoquée au moyen précise que la compétence attribuée aux Régions en matière de protection de l'environnement doit être exercée, dans le respect des normes légales générales et sectorielles, qu'en d'autres termes, cette disposition n'accorde aux Régions que le pouvoir d'adopter des normes plus sévères que les normes élaborées par le législateur national, et non le pouvoir d'abroger ces dernières. »

3.B.1. L'article 15 du décret du 7 octobre 1985 dispose :

« § 1er. Tout dépôt de matières polluantes à un endroit d'où, par un phénomène naturel, ces matières peuvent être entraînées dans les eaux de surface ou les égouts publics, est subordonné à l'autorisation de l'Exécutif. Les articles 9 et 11 à 14 sont applicables à cette autorisation.

Toutefois l'épandage agricole de fumier, de pesticides ou d'autres matières n'est pas visé par le présent article.

§ 2. Le paragraphe premier n'est pas applicable aux dépôts de déchets, ni aux établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes. L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation requise pour ces dépôts ou établissements est tenue de demander l'avis de l'Exécutif ou du fonctionnaire désigné par lui au sein de l'administration régionale ayant la protection des eaux de surface dans ses attributions. Toute décision contraire à un avis est motivée. »

L'article 70 du décret du 7 octobre 1985 abroge, en ce qui concerne la Région wallonne, la plupart des dispositions de la loi du 28 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, et notamment l'article 2, alinéa 2, de cette loi, qui énonce : « Est également interdit le dépôt de matières solides ou liquides à un endroit d'où elles peuvent être entraînées par un phénomène naturel dans lesdites eaux ».

3.B.2. L'article 15, § 1er, du décret du 7 octobre 1985 institue un régime d'autorisation obligatoire en ce qui concerne le dépôt de matières polluantes, exception faite pour « l'épandage agricole de fumier, de pesticides ou d'autres matières ».

Une telle obligation d'autorisation constitue une mesure préventive de protection de l'environnement.

3.B.3. L'article 6, § 1er, II, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose :

« Les matières visées à l'article 107quater de la Constitution sont :

...

II. En ce qui concerne l'environnement :

1^o La protection de l'environnement, dans le respect des normes légales générales et sectorielles; ... »

Tant l'exposé des motifs du projet de loi spéciale que les travaux préparatoires ultérieurs font apparaître que la disposition dudit article 6, § 1er, II, 1^o, doit être interprétée comme suit :

a) Le terme « la protection de l'environnement » s'entend au sens de politique contre la pollution de l'air et de l'eau et lutte contre le bruit.

La lutte contre ces nuisances ne constitue qu'une partie des matières couvertes par la notion « d'environnement »; les autres composantes se trouvent réglées sous d'autres littéras de l'article 6.

b) Le terme « normes » utilisé à l'article 6, § 1er, II, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 n'est pas synonyme de « toutes règles de droit matériel », mais doit s'entendre au sens de « normes techniques » ayant une portée juridique.

Peuvent notamment être considérées comme de telles normes techniques :

— les normes de qualité de l'environnement, qui prescrivent les niveaux de pollutions ou nuisances à ne pas dépasser dans un milieu (ou partie d'un milieu) considéré;

— les normes de produits, qui fixent des limites en ce qui concerne les niveaux de polluants ou nuisances à ne pas dépasser dans la composition ou dans les émissions d'un produit, ou spécifient les propriétés ou les modalités d'utilisation d'un produit; elles peuvent également inclure des spécifications relatives aux méthodes d'essai, à l'emballage, au marquage et à l'étiquetage des produits;

— les normes pour installations fixes, c'est-à-dire les normes d'émission, fixant les niveaux de polluants ou nuisances à ne pas dépasser dans les émissions, les normes de conception ou de construction, qui déterminent les spécifications à observer dans la conception et la construction d'installations fixes, et les normes d'exploitation, relatives à l'exploitation de telles installations.

c) 1. Le terme « normes légales » désigne tant la loi que les arrêtés d'application.

c) 2. Il existe, en matière de lutte contre la pollution des eaux et de l'air et contre le bruit, trois niveaux de compétence : le niveau européen, le niveau national et le niveau régional; ce dernier peut aller plus loin que les autres, s'ils ont établi des normes minimales.

d) le terme « (normes) générales » s'entend de normes qui sont applicables à tous les secteurs d'activité; celui de « (normes) sectorielles » désigne celles qui ne s'appliquent qu'à un ou plusieurs secteurs d'activité déterminés.

3.B.4. L'article 15, § 1er, du décret du 7 octobre 1985 trouve son fondement dans l'article 6, § 1er, II, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980.

La disposition du susdit article 15, § 1er, n'est pas contraire aux normes légales générales et sectorielles existantes au sens de l'article 6, § 1er, II, 1^o, et n'empêche nullement que des modifications apportées ultérieurement à ces normes générales et sectorielles par l'autorité nationale puissent trouver à s'appliquer en Région wallonne.

L'article 15, § 1er, du décret du 7 octobre 1985 ne viole dès lors pas les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

3.B.5. Les dispositions de l'article 15, § 2, du décret du 7 octobre 1985 trouvent leur fondement non seulement dans la disposition de l'article 6, § 1er, II, 1^o, mais également dans les dispositions de l'article 6, § 1er, II, 2^o et 3^o :

« 2^o L'enlèvement et le traitement des déchets;

3^o La police des établissements dangereux, insalubres et incommodes, sous réserve des dispositions relatives à la protection du travail. »

La disposition de l'article 15, § 2, demeure dans les limites des matières transférées aux Régions par les dispositions susmentionnées et ne viole dès lors pas les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

3.B.6. L'article 19, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 autorise le législateur régional à modifier les dispositions légales en vigueur, pour autant qu'il s'agisse de matières ayant été transférées à la Région et que l'abrogation ne vaille que pour la sphère territoriale de cette dernière.

Etant donné que l'article 2, alinéa 2, de la loi du 26 mars 1971, qui est abrogé par l'article 70 attaqué, ne contenait pas de normes légales générales et sectorielles au sens de l'article 6, § 1er, II, 1^o, la disposition dudit article 70 ne viole pas les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions, en tant qu'elle abroge l'article 2, alinéa 2, de la loi du 26 mars 1971.

3.B.7. Le premier moyen du Conseil des Ministres est dépourvu de fondement.

Quant au moyen dirigé contre les articles 40 et 70

4.A. Le deuxième moyen que le Conseil des Ministres invoque dans sa requête est formulé comme suit :

« Violation des articles 107quater de la Constitution, 6, paragraphe 1er, II, 1^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, et de l'excès de compétences.

En ce que l'article 70 du décret en litige abroge, notamment, l'article 3, paragraphe 2 de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution (en ce qui concerne le territoire de la Région wallonne) et que l'article 40 du décret y substitue une disposition normative dont le contenu est moins rigoureux que celui de la norme nationale abrogée.

Alors que la disposition de la loi spéciale dont la violation est invoquée au moyen précise que la compétence attribuée aux Régions en matière de protection de l'environnement doit être exercée, dans le respect des normes légales générales et sectorielles, qu'en d'autres termes, cette disposition n'accorde aux Régions que le pouvoir d'adopter des normes plus sévères que les normes élaborées par le législateur national, et non le pouvoir d'abroger ces dernières; que l'excès de compétences dénoncé au moyen est aggravé par la circonstance que l'article 70 du décret abroge une norme légale qui confère au Roi le pouvoir de réglementer en la matière. »

4.B.1. L'article 40 du décret du 7 octobre 1985 dispose :

« L'Exécutif peut réglementer la fabrication, la vente, l'offre en vente et l'utilisation de produits qui, s'ils aboutissent après usage dans les eaux d'égouts ou dans les eaux de surface, sont susceptibles soit de polluer les eaux de surface, soit d'y entraver les phénomènes d'auto-épuration, soit de nuire au fonctionnement des installations d'épuration d'eaux usées et des fosses septiques. »

L'article 70 du décret du 7 octobre 1985 abroge notamment, en ce qui concerne la Région wallonne, la disposition de l'article 3, § 2, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution; cette disposition est ainsi conçue :

« Le Roi, sur avis des Ministres réunis en Conseil, peut réglementer la fabrication, l'importation, la vente et l'utilisation de produits qui, s'ils aboutissent après usage dans les eaux d'égouts ou dans les eaux de surface, sont susceptibles soit de polluer les eaux de surface ou d'y entraver les phénomènes d'auto-épuration, soit de nuire au fonctionnement des installations d'épuration d'eaux usées exploitées par les sociétés d'épuration des eaux créées par la présente loi. »

4.B.2. L'article 6, § 1er, II, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 permet au législateur régional d'habiliter l'Exécutif régional à édicter des normes de produits, dans le respect cependant des normes légales générales et sectorielles qui ont été et qui seront imposées par l'autorité nationale.

L'article 40 du décret du 7 octobre 1985 n'a pas d'autre portée qu'une telle habilitation de l'Exécutif; en vertu de l'article 6, § 1er, II, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, cette habilitation ne vaut que pour autant que l'Exécutif respecte tant les normes de droit européen que « les normes légales générales et sectorielles ». Ainsi, cet article ne viole pas les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

4.B.3. En revanche, l'article 70 du décret du 7 octobre 1985, en tant qu'il abroge l'article 3, § 2, de la loi du 26 mars 1971, empêche l'instauration, sur le plan national, de nouvelles normes légales générales et sectorielles et viole donc, dans la mesure indiquée, les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

4.B.4. Le deuxième moyen du Conseil des Ministres est fondé, mais seulement en tant qu'il a trait à l'abrogation, pour la Région wallonne, par l'article 70 du décret du 7 octobre 1985, de l'article 3, § 2, de la loi du 26 mars 1971.

Quant au moyen dirigé contre l'article 29, § 2, du décret

5.A.1. Le troisième moyen que le Conseil des Ministres invoque dans sa requête est formulé comme suit :

« Violation des articles 107quater de la Constitution, 6, paragraphe 1er, V, 2^o, b, de la loi spéciale de réformes institutionnelles, et de l'excès de compétences.

En ce que l'article 29, paragraphe 2, du décret attaqué stipule que l'Exécutif détermine le mode de calcul de la redevance que les entreprises, notamment, devront acquitter pour permettre l'épuration de leurs eaux usées.

Alors que la disposition de la loi spéciale dont la violation est invoquée au moyen réserve à la loi l'établissement des éléments constitutifs du calcul des tarifs pour l'épuration des eaux industrielles. »

5.A.2. Dans ses conclusions du 30 avril 1987, le Conseil des Ministres déclare toutefois :

« L'Exécutif de la Région wallonne fait valoir, à juste titre, que l'article 28 du décret concerne les redevances dues au déversement des eaux usées industrielles et non pas l'article 29.

Or cet article 28 subordonne, conformément au prescrit de la loi spéciale, la détermination par l'Exécutif des redevances au respect des éléments constitutifs du calcul des tarifs établis par la loi.

Le concluant s'en réfère à justice quant à ce. »

5B. L'article 29, § 2, du décret du 7 octobre 1985 ne se rapporte nullement aux tarifs pour l'épuration des eaux industrielles; il ne viole pas la disposition de la loi spéciale — l'article 6, § 1er, V, 2, b — mentionnée au moyen.
Quant aux moyens dirigés contre les articles 32 à 35 du décret

6.A. Le Conseil des Ministres invoque dans sa requête trois moyens, qui sont formulés comme suit :

« Quatrième moyen »

Pris de la violation des articles 107quater et 110, paragraphe 2, de la Constitution, 9 à 16 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, et de l'excès de compétences.

En ce que les articles 32 à 35 du décret dont l'annulation est poursuivie créent et fixent les modalités de recouvrement d'un impôt régional nouveau et non prévu par le législateur.

Alors que l'article 110, paragraphe 2, deuxième alinéa de la Constitution, prévoit que la loi détermine les exceptions au pouvoir des Régions et des communautés de lever l'impôt; que ces exceptions sont traduites dans les termes des articles 9 à 16 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles; que l'article 10 de cette loi énonce une liste exhaustive des impôts qui peuvent revenir, en tout ou en partie, aux Régions et communautés; qu'en levant un impôt non repris par cette disposition, la Région wallonne a excédé ses compétences.

Cinquième moyen

Pris de la violation des articles 107quater et 110, paragraphe 3, de la Constitution, 16 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, du principe général de droit « non bis in idem », et de l'excès de compétences.

En ce que l'article 32, paragraphe 4 du décret litigieux prévoit que les provinces et les communes ne peuvent plus percevoir de taxes de captage, de prélèvement et autres sur les quantités d'eau qui font l'objet de la taxe régionale visée au quatrième moyen.

Alors que l'article 110, paragraphe 3 de la Constitution attribue à la loi, à l'exclusion de toute autre norme, le pouvoir de supprimer en tout ou en partie les impositions établies par les provinces; qu'en conséquence, il n'appartenait pas au décret, au travers de la mise en œuvre de la compétence que les Régions se sont vues attribuer en matière de politique de l'eau, de faire défense aux provinces de percevoir des taxes de captage, de prélèvement ou autres sur les quantités d'eau visées au paragraphe 1er de l'article 32 du décret querellé; qu'en effet pareille défense équivaut à la suppression de certaines impositions que les provinces ont établies; qu'en outre, et subsidiairement, la suppression éventuelle des taxes provinciales est conditionnée par l'attribution de ressources de remplacement; qu'en interdisant par décret des taxes provinciales équivalentes, sans prévoir des mécanismes palliatifs, le Conseil régional wallon a excédé ses compétences; que, par ailleurs, l'inconstitutionnalité manifeste du paragraphe 4 de l'article 32 du décret litigieux devra, à supposer qu'elle soit admise par votre haut Collège, entraîner l'annulation de l'ensemble des dispositions visées par le quatrième moyen par application du principe général de droit énoncé au cinquième moyen.

Sixième moyen

Pris de la violation des articles 107quater de la Constitution, 10 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et de l'excès de compétences.

En ce que les articles 33 à 35 du décret litigieux créent des procédures destinées à assurer la perception et le recouvrement de la redevance visée au troisième moyen et de la taxe visée aux quatrième et cinquième moyens, en les assortissant d'un certain nombre de sûretés nouvelles destinées à garantir la créance d'impôt de la Région wallonne.

Alors que l'article 10 de la loi spéciale de réformes institutionnelles, qui fonde les pouvoirs implicites des communautés et des Régions, précise que les dispositions accessoires qui sont susceptibles d'être adoptées par le législateur décentralisé sans qu'il y ait été expressément habilité, comme c'est le cas en l'espèce, doivent avoir avec la compétence principale et explicite un rapport d'absolue nécessité (critère de l'indispensable); que même à supposer, quod non, que la Cour admette la constitutionnalité de l'article 32 du décret litigieux, ses dispositions accessoires (articles 33 à 35) sont annulables dans la mesure où la Région wallonne n'établit pas leur caractère indispensable. »

6.B.1. L'article 32 du décret du 7 octobre 1985 dispose :

« Art. 32. § 1er. Une taxe d'un montant de trois francs au mètre cube dont le montant est adapté, le 1er janvier de chaque année, en fonction de l'indice des prix à la consommation à partir de l'indice applicable au moment de l'entrée en vigueur du présent article, est perçue lorsque l'eau de surface ou souterraine, potable ou potabilisable, prélevée ou captée en Région wallonne, est transférée à l'extérieur de la Région, par quelque moyen artificiel que ce soit, à l'exception du transfert d'eau mise en bouteille et en boîte.

Le présent article ne s'applique qu'aux transferts d'eau effectués à l'intérieur du territoire du Royaume, à l'exclusion des transferts vers d'autres Etats.

§ 2. Cette taxe est perçue à charge de celui qui transfère l'eau. Si une même personne transfère à la fois de l'eau de la Région wallonne vers l'extérieur de celle-ci, et de l'eau provenant de l'extérieur vers la Région wallonne, la taxe est perçue sur l'excédent transféré vers l'extérieur.

§ 3. L'Exécutif règle les modalités de perception de la taxe et de son contrôle.

§ 4. Les provinces et les communes ne peuvent pas percevoir de taxes de captage, de prélèvement ou autres sur les quantités d'eau visées au § 1er. »

L'article 32bis du décret du 7 octobre 1985 autorise l'Exécutif à déroger à l'application « de la taxe prévue à l'article 32 dans le cadre de contrats de fourniture d'eau à long terme ».

Les articles 33 à 35 inclus règlent les conditions de recouvrement « de la taxe prévue à l'article 32 ».

6.B.2. L'article 110, § 2, de la Constitution dispose :

« § 2. Aucun impôt au profit de la Communauté ou de la Région ne peut être établi que par un décret ou une règle visée à l'article 26bis.

La loi détermine, relativement aux impositions visées à l'alinéa précédent, les exceptions dont la nécessité est démontrée. »

En vertu de cette disposition, les Communautés et les Régions ont en principe une compétence fiscale propre. L'article 110, § 2, alinéa 2, de la Constitution attribue toutefois au législateur national le pouvoir de déterminer, en ce qui concerne la compétence fiscale des Communautés et des Régions, les exceptions « dont la nécessité est démontrée ». Le législateur national peut dès lors déterminer quels impôts ne peuvent pas être levés par les Communautés et les Régions; il peut aussi supprimer ou limiter un impôt institué par une Région ou une Communauté si « la nécessité (en) est démontrée ».

6.B3.1. En application de l'article 1er, § 1er, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, les Communautés et les Régions disposent des moyens financiers suivants :

- 1° des moyens non fiscaux propres;
- 2° un crédit à charge du budget national;
- 3° des ristournes sur le produit de certains impôts et perceptions fixés par la loi;
- 4° une fiscalité propre;
- 5° des emprunts.

Pour le règlement du recours présentement examiné, seules les ristournes (article 1er, § 1er, 3°) et la fiscalité propre (article 1er, § 1er, 4°) doivent être examinées plus avant.

6.B3.2. En vertu de l'article 1er, § 1er, 3°, et des articles 9 à 11 — section IV du titre 1er — de la loi ordinaire du 9 août 1980, l'autorité nationale peut attribuer ou ristourner aux Régions et aux Communautés, en tout ou en partie, les impôts nationaux suivants :

1. la redevance radio et télévision;
2. la taxe de circulation;
3. la taxe sur les jeux et les paris mutuels;
4. la taxe sur les appareils de jeux automatiques;
5. le précompte immobilier;
6. la taxe d'ouverture de débits de boissons fermentées;
7. les droits d'enregistrement sur les transmissions de biens immeubles.

L'article 10, § 2, prévoit que si les ristournes sur les impôts cités ci-dessus ne suffisent pas, une partie du produit de l'impôt sur les personnes physiques peut être attribuée à la constitution des montants des ristournes.

L'énumération des impôts susceptibles d'être ristournés qui figure dans la loi ordinaire est exhaustive. Dans l'état actuel de la législation, aucun autre impôt ne peut être ristourné.

6.B3.3. La section V — (les articles 12 à 16 inclus) — de la loi ordinaire du 9 août 1980 attribue en outre aux Communautés et aux Régions une compétence fiscale limitée, qui peut être résumée comme suit :

Les Conseils des Communautés et des Régions peuvent d'une part percevoir des centimes additionnels ou accorder des remises sur les impôts susceptibles d'être ristournés et qui sont énumérés à l'article 10 de la loi ordinaire.

En vertu de l'article 12, § 2, de la loi ordinaire les Conseils des Communautés et des Régions ne sont cependant pas autorisés à percevoir des centimes additionnels aux autres impôts et perceptions au profit de l'Etat ni à accorder des remises sur ceux-ci.

D'autre part, si le produit d'un des impôts susceptibles d'être ristournés a été attribué complètement à la Région ou à la Communauté, celle-ci peut à partir de l'année budgétaire suivante :

- modifier le taux de ces impôts et perceptions;
- modifier les matières imposables, la base d'imposition et les exonérations, sauf en ce qui concerne la taxe de circulation et la taxe sur les appareils de jeux automatiques.

6.B3.4. Il ressort de ce qui précède :

a) que la Constitution elle-même attribue aux Communautés et aux Régions une compétence fiscale propre, sous la réserve expresse que la loi n'ait pas déterminé ou ne détermine ultérieurement les exceptions dont la nécessité est démontrée;

b) que la loi ordinaire du 9 août 1980 attribue en outre aux Communautés et aux Régions le produit de certains impôts nationaux ainsi qu'une compétence fiscale complémentaire et limitée;

c) que les Communautés et les Régions ne sont cependant pas autorisées à percevoir des impôts à l'égard de matières qui font l'objet d'un impôt national, sauf ce qui a été expressément prévu à ce sujet par la loi ordinaire du 9 août 1980.

6.B4. L'exercice par une Communauté ou une Région de la compétence fiscale propre qui lui a été attribuée ne peut toutefois porter atteinte aux limites qui sont inhérentes à la conception globale de l'Etat qui se dégage des révisions constitutionnelles de 1970 et de 1980 et des lois spéciale et ordinaire de réformes institutionnelles des 8 et 9 août 1980.

Il ressort de l'ensemble de ces textes et notamment des dispositions de l'article 6, § 1er, VI, 3° et 4° — « dans le cadre des politiques nationales monétaires et du crédit »; « sans préjudice du cadre normatif dans lequel s'exerce l'activité économique et la concurrence » — que la nouvelle structure de l'Etat belge repose sur une union économique et monétaire, c'est-à-dire le cadre institutionnel d'une économie bâtie sur des composantes et caractérisée par un marché intégré (l'union dite économique) et l'unité de la monnaie (l'union dite monétaire).

L'existence d'une union économique implique au premier chef la libre circulation des marchandises et des facteurs de production entre les composantes de l'Etat. En ce qui concerne les échanges de biens, ne sont pas compatibles avec une union économique les mesures établies de façon autonome par les composantes de l'union — en l'espèce les Régions — qui entravent la libre circulation; ceci s'applique nécessairement à tous droits de douane intérieurs et à toutes taxes d'effet équivalent.

6.B5. Le texte même de l'article 32 du décret du 7 octobre 1985 ne laisse subsister aucun doute quant au fait que la taxe instituée constitue une taxe à l'exportation d'eau — à l'exception d'eau mise en bouteille ou en boîte — de la Région wallonne vers la Région flamande ou la Région bruxelloise : « Une taxe ... est perçue lorsque l'eau de surface ou souterraine ... est transférée à l'extérieur de la Région ... à l'intérieur du territoire du Royaume, à l'exclusion des transferts vers d'autres Etats ».

L'objet de ladite « taxe » est bien « le transfert » de l'eau, et non son captage ou son prélèvement. Il en résulte que cette « taxe » est sans rapport avec une prestation dont elle serait la rémunération. La « taxe » prévue à l'article 31 n'est pas le prix d'un service rendu par la Région et, partant, elle n'est pas une redevance, mais constitue un véritable droit de douane intérieur.

Le fait que le produit de la taxe soit, en vertu des articles 24 à 27 du décret entrepris, affecté à des dépenses ayant pour objet (directement ou indirectement) la lutte contre la pollution des eaux de surface, n'a pas pour effet de transformer la nature de la taxe en cause, qui doit se définir par rapport à ce qui constitue l'objet de la taxation. Ceci n'affecte donc pas la constatation que ladite taxe constitue un droit de douane intérieur.

Un tel droit à l'exportation est contraire à la libre circulation des marchandises au sein d'un marché intégré; il n'est dès lors pas compatible avec l'union économique et ne peut être intégré dans le cadre global de la structure de l'Etat belge.

Un tel droit à l'exportation viole notamment la disposition de l'article 6, § 1er, VI, 4^o, qui prévoit un cadre normatif commun dans lequel s'exerce l'activité économique et la concurrence. Bien que cette disposition figure à l'article 6, § 1er, VI, 4^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, qui définit la compétence des Régions en matière de politique économique, elle est une concrétisation de la volonté expresse du législateur de maintenir une réglementation de base uniforme de l'organisation de l'économie dans un marché intégré.

L'article 32 du décret du 7 octobre 1985 viole les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

6.B.6. L'article 110, § 3, de la Constitution dispose :

« § 3. Aucune charge, aucune imposition ne peut être établie par la province que par une décision de son conseil.

La loi détermine, relativement aux impositions visées à l'alinéa précédent, les exceptions dont la nécessité est démontrée.

La loi peut supprimer en tout ou en partie les impositions visées à l'alinéa 1er ».

L'article 110, § 4, de la Constitution dispose :

« § 4. Aucune charge, aucune imposition ne peut être établie par l'agglomération, par la fédération de communes et par la commune que par une décision de leur conseil.

La loi détermine, relativement aux impositions visées à l'alinéa précédent, les exceptions dont la nécessité est démontrée ».

L'article 32, § 4, du décret du 7 octobre 1985 dispose que les provinces et les communes « ne peuvent pas percevoir de taxes de captage, de prélèvement ou autres sur les quantités d'eau visées au § 1er ».

Ni la Constitution, ni la loi spéciale du 8 août 1980, ni la loi ordinaire du 9 août 1980 n'attribuent aux Régions ou aux Communautés une quelconque compétence normative en matière de fiscalité des provinces, des communes, des agglomérations ou des fédérations de communes.

Les Régions n'ont à l'égard des pouvoirs subordonnés d'autres compétences normatives que celles qui leur ont été attribuées à l'article 6, § 1er, VIII, et à l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980. Aucune de ces deux dispositions ne se rapporte à des matières fiscales.

Il est vrai que l'article 7 confie aux Régions « l'organisation des procédures ainsi que l'exercice de la tutelle administrative sur les provinces, les communes et les agglomérations et fédérations de communes », de sorte que les Régions peuvent agir à l'égard des décisions des pouvoirs subordonnés relativement aux matières fiscales, de manière plus précise en approuvant ou en n'approuvant pas leurs règlements en matière d'impôts. Toutefois, les Régions ne peuvent trouver dans cette disposition de la loi spéciale la compétence d'édicter des normes qui tendraient à supprimer — en tout ou en partie — des impositions établies par un pouvoir subordonné, cette compétence étant réservée à la loi.

Enfin, la possibilité qu'ont les Conseils régionaux en vertu de l'article 10 de la loi spéciale d'intégrer dans leurs décrets des dispositions de droit relatives à des matières pour lesquelles ils ne sont pas compétents ne peut trouver à s'appliquer aux compétences que la Constitution réserve à la loi.

La disposition de l'article 32, § 4, du décret du 7 octobre 1985 viole également pour ces motifs les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

6.B.7. Les dispositions des articles 32bis à 35 inclus du décret du 7 octobre 1985 ainsi que la disposition de l'article 79 dans la mesure où elle se rapporte à l'entrée en vigueur des articles 32 à 35 inclus sont inséparablement liées à la disposition de l'article 32 et doivent dès lors être également annulées par voie de conséquence.

Quant aux autres moyens invoqués par l'Exécutif flamand

7.A. Dans son mémoire, l'Exécutif flamand invoque trois moyens, qui sont formulés comme suit :

7.A.1. Premier moyen

La violation des articles 25bis et 107quater de la Constitution, 6, § 1er, II, 1^o et V, 2^o et VI, 4^o et VI, 6^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles, l'excès de compétence, le principe de la proportionnalité et l'interdiction de discrimination.

En ce que les articles 32 à 35 attaqués du décret du 7 octobre 1985 imposent une nouvelle taxe régionale et régulent les modalités de perception de cette taxe régionale, lorsque de l'eau potable ou « potabilisable », prélevée ou captée en Région wallonne, est « exportée » vers la Région flamande ou bruxelloise;

Alors que l'article 25bis de la Constitution prévoit que l'exercice de pouvoirs déterminés peut être attribué par un traité ou une loi à des institutions de droit international public;

Et que par l'approbation du traité instituant la Communauté économique européenne (Traité du 25 mars 1957 — approbation par la loi du 2 décembre 1957), la Belgique a transféré certains pouvoirs à la Communauté européenne, entre autres, l'organisation d'un marché commun européen, y compris la libre circulation des marchandises et des services;

Et que la compétence que la Région wallonne puise dans l'article 6, § 1er, II, 1^o (la protection de l'environnement) et l'article 6, § 1er, V, 2^o (l'épuration d'eaux usées) doit être interprétée à la lumière des autres articles de la loi spéciale qui répartissent les compétences, notamment l'article 6, § 1er, VI, 4^o;

que cet article confie uniquement l'expansion économique régionale à la Région, sans préjudice des règles et des procédures établies par les traités instituant les Communautés européennes ou en vertu de ceux-ci, et sans préjudice de la compétence normative de l'autorité nationale concernant l'activité économique et la concurrence;

Et que l'article 6, § 1er, VI, 6^o (in fine) de la loi spéciale prévoit que les Régions ne sont pas compétentes en matière de politique des prix.

Et que la Région wallonne, en imposant des obligations juridiques, doit tenir compte de la répercussion excessive qu'elles ont pour d'autres Régions, notamment à la lumière du principe de la proportionnalité et de l'interdiction de créer des discriminations;

De sorte que la Région wallonne n'est pas compétente pour lever une « taxe à l'exportation » pour les Régions flamande et bruxelloise, vu que cette compétence est transférée à la Communauté européenne, en application de l'article 25bis de la Constitution et de l'article 6, § 1er, VI, 4^o, de la loi spéciale; vu que cette taxe porte atteinte à l'union économique belge impliquant que les conditions minimales relatives à l'activité économique sont fixées par les autorités nationales et vu que, en tout état de cause, pareille taxe constitue une violation du principe de la proportionnalité et de l'interdiction de créer des discriminations qui s'opposent à l'instauration d'une taxe sortissant exclusivement ses effets dans la Région flamande et bruxelloise.

7.A.2. Deuxième moyen

La violation des articles 107quater et 110, § 2, de la Constitution, des articles 8 à 16 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, et l'excès de compétence.

En ce que les articles 32 à 35 attaqués du décret du 7 octobre 1985 instaurent et définissent les modalités de perception d'une nouvelle taxe régionale qui n'a pas été prévue par le législateur.

Alors que la taxe instaurée n'a rien à voir avec une matière relevant de la compétence de la Région wallonne.

Et que le fait que l'Etat n'a pas établi de taxe sur « l'exportation » d'eau potable de la Wallonie vers la Flandre ou Bruxelles ne peut être assimilé à l'hypothèse définie dans la Constitution et la loi ordinaire, selon laquelle la Région est compétente pour lever une nouvelle taxe quand il n'y a pas d'impôt national.

De sorte que les règles de droit invoquées ont été violées.

7.A.3. Troisième moyen

La violation des articles 107quater de la Constitution, 19, § 3 et l'article 2 de la loi spéciale de réformes institutionnelles et l'excès de compétence, le principe de la proportionnalité et l'interdiction de discrimination.

En ce que les articles 32 à 35 attaqués du décret imposent une nouvelle taxe régionale sur « l'exportation » vers les Régions flamande et bruxelloise d'eau potable ou potabilisable produite dans la Région wallonne.

Alors que le champ d'application des décrets du Conseil régional wallon portant sur des matières localisables se limite à la Région wallonne (article 19, § 3, et article 2 de la loi spéciale).

Et que la perception d'une « taxe à l'exportation », dont la caractéristique technique réside dans le fait qu'elle est calculée dans le prix du produit exporté, a en fait comme véritable objet l'instauration, à charge du consommateur, d'un impôt sur l'eau wallonne exportée vers la Flandre et Bruxelles.

Et que le fait que l'exportation vers des pays tiers n'est pas taxée démontre que l'intention réelle de la Région wallonne est de lever une taxe uniquement à charge des habitants de la Flandre et de Bruxelles qui utilisent de l'eau wallonne;

Et que la Région wallonne, en imposant une « taxe d'environnement » doit pour le moins tenir compte de la répercussion excessive que celle-ci peut avoir pour les autres Régions dans l'exercice de leur compétence (le principe de la proportionnalité et l'interdiction de discrimination);

En sorte que, un impôt étant établi en une Région dans laquelle la Région wallonne n'est pas compétente ratione loci, les règles de droit invoquées sont violées, la règle de la proportionnalité n'ayant pour le moins pas été respectée.

7.B. Il n'est pas nécessaire d'examiner ces moyens invoqués par l'Exécutif flamand dans son mémoire étant donné qu'ils ne peuvent conduire à une annulation plus ample.

Par ces motifs,

La Cour,

annule : 1. les articles 32 à 35 du décret de la Région wallonne du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

2. l'article 70 dudit décret, en tant qu'il abroge, pour la Région wallonne, l'article 3, § 2, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

3. l'article 79 dudit décret, en tant qu'il concerne l'entrée en vigueur des articles 32 à 35;

rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 55 de la loi organique du 28 juin 1983, à l'audience publique du 25 février 1988.

Le greffier,
(signé) H. Van der Zwalmen.

Le Président,
(signé) E. Gutt.

ARBITRAGEHOF

N. 88 — 581

Arrest

Rolnummer : 45 Arrest nr 47.

In zake : het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 7 oktober 1985 « inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling » (« sur la protection des eaux de surface contre la pollution »).

Het Arbitragehof,
samengesteld uit :

de voorzitters E. Gutt en J. Delva,
de rechters J. Sarot, J. Wathelet, D. André, F. Debaedts, L. De Greve, K. Blanckaert, L.P. Suetens en M. Melchior,

bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen,
onder voorzitterschap van voorzitter E. Gutt,

wijst na beraad het volgend arrest :

I. Onderwerp

Bij verzoekschrift aan het Hof toegezonden bij aangetekend schrijven op 29 december 1986 ter post afgegeven, vordert de Ministerraad de vernietiging van de artikelen 15, 29, § 2, 32 tot 35, 40, 70 en, voor zover nodig, van artikel 79 van het decreet van het Waalse Gewest van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 januari 1986.

Deze zaak is ingeschreven onder nr. 45 van de rol.

Bij verzoekschrift aan het Hof toegezonden op dezelfde datum van 29 december 1986 had de Ministerraad eveneens de schorsing gevorderd van het hierboven vermeld decreet.

Het Hof heeft deze vraag verworpen bij zijn arrest nummer 33 van 29 januari 1987.

II. De rechtspleging

Bij beschikking van 30 december 1986 heeft de voorzitter in functie de leden van de zetel aangewezen conform de artikelen 46, § 1, 48 en 49 van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof.

Het bericht voorgeschreven bij artikel 58 van deze organieke wet is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 januari 1987.

Met toepassing van de artikelen 59 en 113 van dezelfde organieke wet zijn de kennisgevingen gedaan bij aangetekende brieven ter post afgegeven op 7 januari 1987 en aan de geadresseerden bezorgd op 8 en 9 januari 1987.

Bij beschikkingen van 25 juni en 9 december 1987 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest dient te worden gewezen verlengd tot respectievelijk 29 december 1987 en 29 juni 1988.

Bij beschikking van 29 oktober 1987 heeft voorzitter E. Gutt de zaak voorgelegd aan het Hof in voltallige zitting.

Bij beschikking van 4 november 1987 heeft het Hof verklaard dat de zaak in gereedheid is, en heeft de terechtzitting op 25 november 1987 vastgesteld.

Van deze beschikking is aan de partijen kennis gegeven, en van de datum van de terechtzitting zijn zij en hun advocaten in kennis gesteld bij aangetekende brieven ter post afgegeven op 4 november 1987 en aan de geadresseerden bezorgd op 5 november 1987.

De zitting is tot 9 december 1987 uitgesteld.

De partijen en hun advocaten zijn daarvan op de hoogte gesteld bij aangetekende brieven ter post afgegeven op 26 november 1987 en de geadresseerden ter hand gesteld op 27 november 1987.

De Vlaamse Executieve heeft een memorie ingediend op 6 februari 1987.

De Waalse Gewestexecutieve heeft een memorie ingediend op 9 februari 1987.

De Ministerraad heeft een conclusie neergelegd op 30 april 1987.

De Waalse Gewestexecutieve heeft een conclusie neergelegd op 19 november 1987.

De Vlaamse Executieve heeft een conclusie neergelegd op 25 november 1987.

Ter terechtzitting van 9 december 1987 was het Hof samengesteld uit tien leden overeenkomstig artikel 46, § 2, derde lid, van de organieke wet van 28 juni 1983 wegens de verhindering van rechter I. Petry.

Op die terechtzitting :

— zijn verschenen :

Mr. M. Van Doosselaere, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel;

Mr. H. Vandenberghe, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Vlaamse Executieve, Jozef II-straat 30, 1040 Brussel;

Mr. E. Orban de Xivry, advocaat bij de balie te Marche-en-Famenne, voor de Waalse Gewestexecutieve, Kunstlaan 13-14, 1040 Brussel;

— hebben rechters J. Sarot en L.P. Suetens verslag uitgebracht;

— zijn voornoemde advocaten gehoord in hun pleidooien;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 52 en volgende van de organieke wet van 28 juni 1983, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Arbitragehof.

II. In rechte

Ten aanzien van de partijen

1. De partijen in het geding zijn de Ministerraad, die het beroep heeft ingesteld en conclusies heeft neergelegd, de Waalse Gewestexecutieve en de Vlaamse Executieve, die een memorie en conclusies hebben ingediend.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de memorie van de Vlaamse Executieve

2. Op 6 februari 1987 heeft de Vlaamse Executieve een « memorie strekkende tot vernietiging » ingediend, die door de raadsman van de Executieve is ondertekend en die uitdrukkelijk een nieuw beroep bevat tegen de artikelen 32 tot 35 en, zo nodig, artikel 79 van het bestreden decreet, alsook drie annulatiemiddelen gericht tegen die bepalingen.

Nochtans heeft de raadsman van de Vlaamse Executieve ter terechtzitting van 9 december 1987 verduidelijkt dat die « memorie strekkende tot vernietiging » moet worden aangezien als een memorie, en niet als een nieuw verzoekschrift.

Vermits die memorie aan de vorm- en termijnvoorwaarden beantwoordt, die door de organieke wet van 26 juni 1983 op het Arbitragehof zijn voorgeschreven, is zij ontvankelijk, maar slechts als memorie.

Ten aanzien van het middel gericht tegen de artikelen 15 en 70 van het decreet

3.A.1. Het eerste middel dat door de Ministerraad in zijn verzoekschrift wordt aangevoerd, is als volgt geformuleerd :

« Schending van de artikelen 107^{quater} van de Grondwet, 6, § 1, II, 1^o, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, en bevoegdheidsoverschrijding.

Doordat artikel 70 van het betwiste decreet met name artikel 2, 2de lid van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging (voor wat betreft het grondgebied van het Waalse Gewest) opheft, en doordat artikel 15 van het decreet een normatieve bepaling daaraan in de plaats stelt waarvan de inhoud minder streng is dan die van de opgeheven nationale norm.

Terwijl de bepaling van de bijzondere wet waarvan schending in het middel wordt aangevoerd stelt, dat de bevoegdheid toegewezen aan de Gewesten betreffende milieubescherming uitgeoefend dient te worden « met eerbiediging van de wettelijke algemene en sectoriële normen »; dat met andere woorden deze bepaling de Gewesten enkel machtigt normen aan te nemen die strenger zijn dan de nationale wettelijke normen en zeker niet machtigt tot opheffing van deze normen ».

3.B.1. Artikel 15 van het decreet van 7 oktober 1985 bepaalt :

« § 1. Iedere opslag van vervullende stoffen op een plaats waar, door een natuurlijk verschijnsel, deze stoffen in het oppervlaktewater op de openbare rioeringen kunnen terechtkomen, is onderworpen aan de machtiging van de Deelregering. De artikelen 9 en 11 tot 14 zijn op deze machtiging van toepassing.

Het uitstrooien in de landbouw van mest, onkruidverdelgende middelen of andere stoffen wordt echter door onderhavig artikel niet beoogd.

§ 2. Paragraaf één is niet van toepassing op de opslag van afvalstoffen en evenmin op de inrichtingen die als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk staan ingedeeld. De bevoegde autoriteit voor het afgeven van de machtiging die voor deze opslagplaatsen of inrichtingen is vereist, is verplicht het advies van de Deelregering of van de door haar aangewezen ambtenaar bij het gewestelijk bestuur dat de bescherming van het oppervlaktewater in zijn bevoegdheden heeft, aan te vragen. Ieder besluit dat tegengesteld aan een advies is, wordt met bewegegedenen omkleed. » (Nederlandse vertaling, zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 10 januari 1986).

Artikel 70 van het decreet van 7 oktober 1985 heft, voor het Waalse Gewest, het merendeel van de bepalingen van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging op, en met name artikel 2, tweede lid, van die wet, dat bepaalt : « Het is (eveneens) verboden vaste stoffen of vloeistoffen te deponeren op een plaats vanwaar ze door een natuurlijk verschijnsel in die wateren kunnen terechtkomen ».

3.B.2. Artikel 15, § 1, van het decreet van 7 oktober 1985 stelt een vergunningsplicht in t.a.v. de opslag van verontreinigende stoffen, met uitzondering van « het uitstrooien in de landbouw van mest, onkruidverdelgende middelen of andere stoffen ».

Een dergelijke vergunningsplicht is een preventieve maatregel ter bescherming van het leefmilieu.

3.B.3. Artikel 6, § 1, II, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt :

« De aangelegenheden bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet zijn :

...

II. Wat het leefmilieu betreft :

1^o De bescherming van het leefmilieu, met eerbiediging van de wettelijke algemene en sectoriële normen;

... »

Zowel uit de memorie van toelichting bij het ontwerp van bijzondere wet als uit de verdere parlementaire voorbereiding blijkt dat de bepaling van bedoeld artikel 6, § 1, II, 1^o, moet worden uitgelegd als volgt :

a) Met de term « de bescherming van het leefmilieu » wordt beoogd de strijd tegen de water- en de luchtverontreiniging en tegen de geluidshinder.

De strijd tegen deze verontreiniging vormt slechts een gedeelte van de materies die onder het begrip « leefmilieu » ressorteren; de overige componenten worden evenwel geregeld onder andere punten van het artikel 6.

b) De term « normen » in de zin van artikel 6, § 1, II, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is geen synoniem van het begrip « alle materiële rechtsregels », maar moet worden begrepen in de zin van « technische normen » met juridische draagwijdte.

Als dergelijke technische normen kunnen o.m. worden aangemerkt :

— kwaliteitsnormen voor het milieu, die bepalen welk niveau van verontreiniging of hinder in een bepaald milieu (of een gedeelte daarvan) niet mag worden overschreden;

— produktnormen, die bepalen welk niveau van verontreiniging of hinder niet mag worden overschreden in de samenstelling of bij de emissie van een produkt, of die specificaties bevatten over de eigenschappen, de wijze van gebruik, de beproevingsmethoden, het verpakken, het merken, het etiketteren, e.d. van produkten;

— normen voor vaste installaties, d.i. emissienormen, die bepalen welk niveau van verontreiniging of hinder niet mag worden overschreden bij emissies, ontwerp- en constructienormen, die bepalen welke specificaties moeten worden in acht genomen bij het ontwerpen en bouwen van vaste installaties, en bedrijfsnormen met betrekking tot de exploitatie van een dergelijke installatie.

c) 1. Met de term « wettelijke normen » zijn zowel de wet als de uitvoeringsbesluiten bedoeld.

c) 2. Er bestaan met betrekking tot de strijd tegen de water- en de luchtverontreiniging en tegen de geluidshinder drie bevoegdheidsniveaus : het Europees niveau, het nationale niveau en het gewestelijke niveau; het laatstgenoemde kan verder gaan dan de andere, wanneer deze minimumnormen hebben vastgesteld.

d) Met « algemene (normen) » wordt beoogd normen die op alle activiteitssectoren van toepassing zijn; met « sectoriële (normen) » wordt beoogd normen die slechts van toepassing zijn op één of meer bepaalde activiteitssectoren.

3.B.4. Artikel 15, § 1, van het decreet van 7 oktober 1985 vindt zijn rechtsgrond in artikel 6, § 1, II, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

De bepaling van bedoeld artikel 15, § 1, is niet in strijd met de bestaande wettelijke algemene en sectoriële normen in de zin van artikel 6, § 1, II, 1^o, en sluit geenszins uit dat latere wijzigingen van die algemene en sectoriële normen, door de nationale overheid, ongehinderd toepassing kunnen vinden in het Waalse Gewest.

Artikel 15, § 1, van het decreet van 7 oktober 1985 schendt derhalve de regels niet die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

3.B.5. De bepalingen van artikel 15, § 2, van het decreet van 7 oktober 1985 vinden hun rechtsgrond niet alleen in de bepaling van artikel 6, § 1, II, 1^o, maar tevens in de bepalingen van artikel 6, § 1, II, 2^o en 3^o :

« 2^o De ophaling en verwerking van afvalstoffen;

3^o De politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven, onder voorbehoud van de bepalingen die betrekking hebben op de arbeidsbescherming. »

De bepaling van artikel 15, § 2, blijft binnen de grenzen van de door die bepalingen aan de Gewesten overgedragen aangelegenheden en schendt derhalve niet de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

3.B.6. Met toepassing van artikel 19, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 vermag de gewestelijke decreetgever geldende wetsbepalingen op te heffen, in zoverre het de aangelegenheden betreft die aan het Gewest zijn overgedragen, en voor de territoriale sfeer van het Gewest.

Aangezien het door het aangevochten artikel 70 opgeheven artikel 2, tweede lid, van de wet van 26 maart 1971 geen wettelijke algemene en sectoriële normen in de zin van artikel 6, § 1, II, 1^o, bevatte, schendt de bepaling van bedoeld artikel 70 niet de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, in zoverre het artikel 2, tweede lid, van de wet van 26 maart 1971 opheft.

3.B.7. Het eerste middel van de Ministerraad is niet gegrond.

Ten aanzien van het middel gericht tegen de artikelen 40 en 70 van het decreet

4.A. Het tweede middel dat door de Ministerraad in zijn verzoekschrift wordt aangevoerd, is als volgt geformuleerd :

« Schending van de artikelen 107 *quater* van de Grondwet, 6, § 1, II, 1^o, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, en bevoegdheidsoverschrijding.

Doordat artikel 70 van het betwiste decreet met name artikel 3, § 2, van de wet van 28 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging (voor wat betreft het grondgebied van het Waalse Gewest) opheft, en doordat artikel 40 van het decreet daaraan een normatieve bepaling in de plaats stelt waarvan de inhoud minder streng is dan die van de opgeheven nationale norm.

Terwijl de bepaling van de bijzondere wet waarvan schending in het middel wordt aangevoerd stelt, dat de bevoegdheid toegewezen aan de Gewesten betreffende milieubescherming uitgeoefend dient te worden « met eerbiediging van de wettelijke algemene en sectoriële normen »; dat met andere woorden deze bepaling de Gewesten enkel machtigt normen aan te nemen die strenger zijn dan de nationale wettelijke normen en zeker niet machtigt tot opheffing van deze normen; de in het middel aan de kaak gestelde bevoegdheidsoverschrijding verergerd wordt door de omstandigheid dat artikel 70 van het decreet een wettelijke norm opheft die aan de Koning de macht verleent in deze te reglementeren ».

4.B.1. Artikel 40 van het decreet van 7 oktober 1985 bepaalt :

« De Deelregering kan de fabricage, de verkoop, het aanbod tot verkoop en het gebruik van produkten reglementeren die, indien zij na gebruik in het rioleringswater of het oppervlaktewater terechtkomen, hetzij de vervuiling van het oppervlaktewater zouden kunnen veroorzaken, hetzij hierin de verschijnselen van zelfzuivering belemmeren, hetzij nadelig zouden kunnen zijn voor de werking van de installaties voor de zuivering van het afvalwater en de septische putten ». (Nederlandse vertaling, zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 10 januari 1986).

Artikel 70 van het decreet van 7 oktober 1985 heft, voor het Waalse Gewest, o.m. de bepaling op van artikel 3, § 2, van de wet van 28 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging; die bepaling luidt als volgt :

« De Koning kan, op advies van de in Raad vergaderde Ministers, de vervaardiging, de invoer, de verkoop en het gebruik reglementeren van produkten die, indien zij na aanwending terechtkomen in de rioolwaters of in de oppervlaktewaters, hetzij de oppervlaktewaters kunnen verontreinigen of hun zelfreiniging belemmeren, hetzij de werking kunnen schaden van de installaties voor zuivering van afvalwater geëxploiteerd door de waterzuiveringsmaatschappijen ingesteld bij deze wet. »

4.B.2. Op grond van artikel 6, § 1, II, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 vermag de gewestelijke decreetgever de gewestelijke Executieve te machtigen tot het uitvaardigen van produktnormen, evenwel slechts met inachtneming van de wettelijke algemene en sectoriële normen, die door de nationale overheid werden en zullen worden opgelegd.

Artikel 40 van het decreet van 7 oktober 1985 reikt niet verder dan een dergelijke machtiging ten behoeve van de Executieve; met toepassing van artikel 6, § 1, II, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 geldt die machtiging slechts in zoverre de Executieve zowel de Europees-rechtelijke normen als de « wettelijke algemene en sectoriële normen » in acht neemt. Aldus schendt dit artikel de regels niet die door of krachtens de Grondwet zijn vastgelegd voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

4.B.3. Daarentegen verhindert artikel 70 van het decreet van 7 oktober 1985, in zoverre artikel 3, § 2, van de wet van 28 maart 1971 opheft, de invoering, op nationaal vlak, van nieuwe wettelijke algemene en sectoriële normen, en schendt dit artikel 70, in de aangegeven mate, de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgelegd voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

4.B.4. Het tweede middel van de Ministerraad is gegrond, doch slechts in zoverre het strekt tot opheffing, voor het Waalse Gewest, door artikel 70 van het decreet van 7 oktober 1985, van artikel 3, § 2, van de wet van 28 maart 1971.

Ten aanzien van het middel gericht tegen artikel 29, § 2, van het decreet

5.A.1. Het derde middel dat door de Ministerraad in zijn verzoekschrift wordt aangevoerd, is als volgt geformuleerd :

« Schending van de artikelen 107 *quater* van de Grondwet, 6, § 1, V, 2^o, b, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, en bevoegdheidsoverschrijding.

Doordat artikel 29, § 2, van het bestreden decreet bepaalt, dat de Deelregering de wijze van berekening van de vergoeding vaststelt die met name de ondernemingen zullen moeten voldoen teneinde de zuivering van hun afvalwater mogelijk te maken.

Terwijl de bepaling van de bijzondere wet waarvan schending in het middel wordt aangevoerd, de vaststelling van de berekeningsbasis van de tarieven voor zuivering van industrieel afvalwater aan de wet voorbehoudt. »

5.A.2. In zijn conclusie van 30 april 1987 stelt de Ministerraad evenwel :

« De Waalse Gewestexecutieve doet terecht gelden dat artikel 28 van het decreet de vergoedingen beoogt die verschuldigd zijn voor het lozen van industrieel afvalwater, en niet artikel 29.

Welnu, artikel 28 maakt, in overeenstemming met de voorschriften van de bijzondere wet, het bepalen van de vergoedingen door de Executieve, ondergeschikt aan de inachtneming van de elementen die voor de berekening van de door de wet opgestelde tarieven worden gebruikt.

Hierdoor verklaart conclusienemer zich te gedragen naar de wijsheid van het Hof ».

5.B. Artikel 29, § 2, van het decreet van 7 oktober 1985 heeft geenszins betrekking op de tarieven voor de zuivering van industrieel afvalwater; het schendt de in het middel aangehaalde bepaling van de bijzondere wet — artikel 6, § 1, V, 2, b — niet.

Ten aanzien van de artikelen 32 tot en met 35 van het decreet van 7 oktober 1985

6.A. De Ministerraad voert in zijn verzoekschrift drie middelen aan, die zijn geformuleerd als volgt :

« *Vierde middel*

Schending van de artikelen 107 *quater* en 110, § 2, van de Grondwet, 9 tot 16 van de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980, en bevoegdheidsoverschrijding.

Doordat de artikelen 32 tot 35 van het litigieuze decreet de wijze van invorderen van een nieuwe en niet door de wetgever voorgeschreven gewestelijke belasting instelt en bepaalt.

Terwijl artikel 110, § 2, tweede lid van de Grondwet bepaalt, dat de wet de uitzonderingen op de macht tot het heffen van belastingen van Gewesten en Gemeenschappen bepaalt; dat deze uitzonderingen hun neerslag vinden in de termen van de artikelen 9 tot 16 van de gewone wet tot hervorming der instellingen; dat artikel 10 van deze wet een complete lijst bevat van de belastingen die geheel of gedeeltelijk aan de Gewesten en de Gemeenschappen kunnen toekomen; dat door een belasting te heffen die niet in deze bepaling is opgenomen, het Waalse Gewest zijn bevoegdheid overschreden heeft.

Vijfde middel

Schending van de artikelen 107 *quater* en 110, § 3, van de Grondwet, 16 van de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980, van het algemene rechtsbeginsel « *non bis in idem* », en bevoegdheidsoverschrijding.

Doordat artikel 32, § 4, van het litigieuze decreet bepaalt, dat de provincies en gemeenten geen taksen meer mogen innen voor opvang en opneming, of andere, op hoeveelheden water die onder de gewestelijke taks vallen, beoogd in het vierde middel.

Terwijl artikel 110, § 3, van de Grondwet aan de wet, met uitsluiting van enige andere norm, de macht toewijst tot gehele of gedeeltelijke opheffing van de belastingen vastgelegd door de provincies; dat het bijgevoegd niet aan het decreet toekomt, door het toepassen van de toegewezen bevoegdheid van de Gewesten inzake waterbeleid, verbod op te leggen aan de provincies taksen te innen voor opvang, opneming, of andere, op de hoeveelheden water waarnaar verwezen wordt in artikel 32, § 1, van het aangevochten decreet; dat immers een dergelijk verbod gelijkstaat met het opheffen van bepaalde belastingen die de provincies hebben vastgelegd; dat daarenboven, en subsidiair voor de eventuele opheffing van de provinciale taksen vervangingsmiddelen een voorwaarde vormen; dat, door bij decreet gelijkwaardige provinciale taksen te verbieden, zonder in vervangingsmechanismen te voorzien, de Waalse Gewestraad zijn bevoegdheid overschreden heeft; dat, anderzijds, de manifeste ongrondwettigheid van § 4, van artikel 32, van het litigieuze decreet, gesteld dat die door het Hof wordt aangenomen, de vernietiging tot gevolg heeft van het geheel van de bepalingen beoogd door het vierde middel, overeenkomstig het algemene rechtsbeginsel dat in het vijfde middel tot uitdrukking is gebracht.

Zesde middel

Schending van de artikelen 107 *quater* van de Grondwet, 10 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, en bevoegdheidsoverschrijding.

Doordat de artikelen 33 tot 35 van het litigieuze decreet rechtsplegingen in het leven roepen, bestemd tot het waarborgen van het innen en invorderen van de vergoeding bedoeld in het derde middel en de taks bedoeld in het vierde en vijfde middel, door deze te laten samengaan met een aantal nieuwe zakelijke zekerheden met het oog op het waarborgen van de belastingschuldvordering van het Waalse Gewest.

Terwijl artikel 10 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, waarop de impliciete bevoegdheden van Gemeenschappen en Gewesten gegrond zijn, stelt, dat de bijkomende bepalingen die door de decreetgever kunnen worden aangenomen zonder dat deze daartoe uitdrukkelijk wordt gemachtigd, hetgeen in casu het geval is, een band van absolute noodzakelijkheid moeten vertonen met de hoofd- en expliciete bevoegdheid (criterium van het ontontbeerlijke); dat zelfs gesteld dat, *quod non*, het Hof de grondwettigheid van artikel 32 van het litigieuze decreet zou aanvaarden, de bijkomende bepalingen (artikelen 33 tot 35) vernietigbaar blijven, in zoverre het Waalse Gewest hun noodzakelijkheid niet bewijst. »

6.B.1. Artikel 32 van het decreet van 7 oktober 1985 bepaalt :

« Art. 32. § 1. Een taks ten bedrage van drie frank per kubieke meter waarvan het bedrag, per één januari van ieder jaar, afhankelijk van de index van de konsumptieprijs, wordt aangepast met als uitgangspunt de index die van toepassing is op het ogenblik waarop onderhavig artikel van kracht wordt, wordt geïnd wanneer het oppervlakte- of grondwater, drinkbaar of dat drinkbaar gemaakt kan worden, opgenomen of opgevangen in het Waalse Gewest, naar buiten het Gewest wordt overgebracht, ongeacht via welk kunstmatig middel dan ook, met uitzondering van het overbrengen van in flessen en blikjes gedaan water.

Onderhavig artikel is slechts van toepassing op het overbrengen van water dat binnen het grondgebied van het Koninkrijk wordt gedaan, met uitsluiting van het overbrengen naar andere Staten.

§ 2. Deze taks wordt geïnd ten laste van degene die het water overbrengt. Indien eenzelfde persoon tegelijkertijd water uit het Waalse Gewest naar buiten dit Gewest overbrengt en water, van buiten het Waalse Gewest afkomstig, naar het Waalse Gewest overbrengt, wordt de taks geïnd op het overschot dat naar buiten het Waalse Gewest wordt overgebracht.

§ 3. De Deelregering regelt de modaliteiten voor het innen van de taks en de controle hierop.

§ 4. De provincies en gemeenten mogen geen taksen voor opvangen, opnemen of andere op de in § 1 beoogde hoeveelheden water innen. »

(Nederlandse vertaling, zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 19 januari 1986).

Artikel 32 *bis* van het decreet van 7 oktober 1985 machtigt de Executieve van de toepassing « van de in artikel 32 voorziene taks » af te wijken « in het kader van langlopende contracten voor de levering van water ».

De artikelen 33 tot en met 35 regelen de voorwaarden van invordering « van de in artikel 32 voorziene taks ».

6.B.2. Artikel 110, § 2, van de Grondwet bepaalt :

« § 2. Geen belasting ten behoeve van de Gemeenschap of het Gewest kan worden ingevoerd dan door een decreet of een in artikel 26 *bis* bedoelde regel.

De wet bepaalt ten aanzien van de in het vorige lid bedoelde belastingen, de uitzonderingen waarvan de noodzakelijkheid blijkt. »

Krachtens deze bepaling hebben de Gemeenschappen en de Gewesten in beginsel een eigen fiscale bevoegdheid. Artikel 110, § 2, tweede lid, van de Grondwet kent evenwel aan de nationale wetgever de bevoegdheid toe om met betrekking tot de fiscale bevoegdheid van de Gemeenschappen en Gewesten uitzonderingen « waarvan de noodzakelijkheid blijkt » te bepalen. De nationale wetgever vermag derhalve te bepalen welke belastingen door de Gemeenschappen en de Gewesten niet mogen worden geheven; hij kan ook een door een Gemeenschap of een Gewest ingestelde belasting afschaffen of beperken, indien daartoe « de noodzakelijkheid blijkt ».

6.B.3.1. Met toepassing van artikel 1, § 1, van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, beschikken de Gemeenschappen en de Gewesten over de volgende financiële middelen :

- 1° eigen niet-fiscale middelen;
- 2° een krediet ten laste van de Rijksbegroting;
- 3° *ristorno's* van de opbrengst van sommige bij de wet vastgestelde belastingen en heffingen;
- 4° een eigen fiscaliteit;
- 5° leningen.

Voor de afhandeling van het huidige beroep moeten alleen de *ristorno's* (artikel 1, § 1, 3^o) en de eigen fiscaliteit (artikel 1, § 1, 4^o) nader worden onderzocht.

6.B.3.2. De nationale overheid kan, krachtens artikel 1, § 1, 3^o, en de artikelen 9 tot 11 — afdeling IV van titel I — van de gewone wet van 9 augustus 1980, het geheel of een deel van de opbrengst van volgende nationale belastingen aan de Gewesten en Gemeenschappen toebedelen of *ristorneren* :

1. het kijk- en luistergeld;
2. de verkeersbelasting op autovoertuigen;
3. de belasting op spelen en weddenschappen;
4. de belasting op automatische ontspanningstoestellen;
5. de onroerende voorheffing;
6. de openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken;
7. het registratierecht op de overdrachten van onroerende goederen.

Indien de *ristorno's* op voormelde belastingen niet volstaan, kan, overeenkomstig artikel 10, § 2, een deel van de personenbelasting worden toegewezen voor de vorming van de *ristornobedragen*.

De opsomming in de gewone wet van *ristorneerbare* belastingen is exhaustief. In de huidige stand van de wetgeving komen geen andere belastingen voor *ristornering* in aanmerking.

6.B.3.3. Afdeling V — (de artikelen 12 tot en met 16) — van de gewone wet van 9 augustus 1980 kent aan de Gemeenschappen en de Gewesten bovendien een beperkte fiscale bevoegdheid toe, die kan worden samengevat als volgt :

De raden van de Gemeenschappen en de Gewesten kunnen enerzijds opcentiemen heffen of kortingen toestaan met betrekking tot de belastingen die vatbaar zijn voor *ristornering* en die in artikel 10 van de gewone wet zijn opgesomd.

Krachtens artikel 12, § 2, van de gewone wet zijn de raden van de Gemeenschappen en de Gewesten niet gemachtigd tot het heffen van opcentiemen noch tot het toekennen van kortingen op andere belastingen en heffingen ten behoeve van het Rijk.

Anderzijds vermogen de Gemeenschappen en de Gewesten, wanneer één van de voor *ristornering* vatbare belastingen volledig is geristorneerd, vanaf het volgend begrotingsjaar :

- de aanslagvoet van die belastingen en heffingen te wijzigen;
- de belastbare materie, de heffingsgrondslag en de vrijstellingen te wijzigen, behoudens wat betreft de verkeersbelasting op de autovoertuigen en de belasting op de automatische ontspanningstoestellen.

6.B.3.4. Uit wat voorafgaat blijkt dat :

a) aan de Gemeenschappen en de Gewesten door de Grondwet zelf een eigen fiscale bevoegdheid is toegekend onder het uitdrukkelijke voorbehoud dat de wet ten aanzien van die belastingen de uitzonderingen waarvan de noodzakelijkheid blijkt niet heeft bepaald of nadien niet bepaalt;

b) aan de Gemeenschappen en de Gewesten de opbrengst van bepaalde nationale belastingen alsmede een bijkomende beperkte fiscale bevoegdheid wordt toegekend door de gewone wet van 9 augustus 1980;

c) de Gemeenschappen en de Gewesten evenwel geen belastingen mogen heffen ten aanzien van materies die het voorwerp zijn van een nationale belasting, met uitzondering van wat te dien aanzien uitdrukkelijk bepaald is in de gewone wet van 9 augustus 1980.

6.B.4. De uitoefening van de toegekende eigen fiscale bevoegdheid door een Gemeenschap of door een Gewest mag nochtans geen afbreuk doen aan de begrenzing die inherent is aan de globale Staatsopvatting, zoals die tot uiting komt in de Grondwetsherziening van 1970 en 1980 en in de bijzondere en de gewone wetten van 8 en 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Uit het geheel van die teksten, en inzonderheid uit de bepalingen van artikel 6, § 1, VI, 3^o en 4^o — « in het kader van de nationale munt- en kredietpolitiek » ; « onverminderd het normatief kader waarbinnen de economische bedrijvigheid en de concurrentie worden uitgeoefend » — blijkt dat het nieuwe Belgische staatsbestel berust op een economische en monetaire unie, d.i. het institutioneel kader van een uit deelgebieden opgebouwde economie, dat gekenmerkt wordt door een geïntegreerde markt (de zg. economische unie) en door de eenheid van de munt (de zg. monetaire unie).

Het bestaan van een economische unie impliceert in de eerste plaats het vrij verkeer van goederen en productiefactoren tussen de deelgebieden van de Staat. Wat het goederenverkeer betreft zijn niet bestaansbaar met een economische unie de maatregelen die autonoom door de deelgebieden van de unie — in casu de Gewesten — worden vastgesteld en het vrij verkeer belemmeren; dit geldt noodzakelijkerwijs voor alle interne-douanerechten en alle heffingen met gelijke werking.

6.B.5. De tekst zelf van artikel 32 van het decreet van 7 oktober 1985 laat er geen twijfel over bestaan dat de ingestelde belasting een belasting is op de uitvoer van water — met uitzondering van water in flessen of blikjes — vanuit het Waalse Gewest naar het Vlaamse of het Brusselse Gewest : « Een taks ... wordt geïnd wanneer het oppervlakte- of grondwater ... naar buiten het Gewest wordt overgebracht ... binnen het grondgebied van het Koninkrijk ... met uitsluiting van het overbrengen naar andere Staten ».

Het voorwerp van de bedoelde « taks » is wel degelijk « het overbrengen » van het water, en niet het winnen of het afnemen ervan. Hieruit vloeit voort dat die « taks » geen verband heeft met een prestatie waarvan zij de vergoeding zou zijn. De door artikel 31 opgelegde « taks » is niet de vergoeding van een dienst vanwege het Gewest; zij is dan ook geen retributie, maar een waar intern douanerecht.

Het feit dat de opbrengst van de taks krachtens de artikelen 24 tot 27 van het aangevochten decreet voor uitgaven bestemd wordt die (direct of indirect) de strijd tegen de verontreiniging van het oppervlaktewater ten doel hebben, brengt niet met zich mee dat de aard van de onderhavige taks wordt veranderd, die moet worden bepaald met betrekking tot het voorwerp van de belasting. Een en ander doet dan ook geen afbreuk aan de vaststelling dat genoemde taks een intern douanerecht uitmaakt.

Een dergelijk uitvoerrecht is strijdig met het vrij verkeer van goederen binnen een geïntegreerde markt; het is dan ook niet bestaansbaar met de door de hervorming der instellingen beoogde economische unie en kan niet worden ingepast in het globale kader van de Belgische staatsstructuur.

Een dergelijk uitvoerrecht schendt inzonderheid de bepaling van artikel 6, § 1, VI, 4^o, waarbij in een algemeen « normatief kader waarbinnen de economische bedrijvigheid en de concurrentie worden uitgeoefend » wordt voorzien. Hoewel die bepaling voorkomt in artikel 6, § 1, VI, 4^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, waarin de bevoegdheid van de Gewesten inzake het economisch beleid is bepaald, geldt zij als een uitdrukkelijke uiting van de wil van de wetgever om een eenvormige basisregeling van de organisatie van de economie in een geïntegreerde markt te handhaven.

Artikel 32 van het decreet van 7 oktober 1985 schendt de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheden van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

6.B.6. Artikel 110, § 3, van de Grondwet bepaalt :

« § 3. Geen last of belasting kan door de provincie worden ingevoerd dan door een beslissing van haar raad.

De wet bepaalt ten aanzien van de in het vorige lid bedoelde belastingen, de uitzonderingen waarvan de noodzakelijkheid blijkt.

De wet kan in het eerste lid bedoelde belastingen geheel of gedeeltelijk afschaffen. »

Artikel 110, § 4, van de Grondwet bepaalt :

« § 4. Geen last of belasting kan door de agglomeratie, de federatie van gemeenten en de gemeente worden ingevoerd dan door een beslissing van hun raad.

De wet bepaalt ten aanzien van de in het vorige lid bedoelde belastingen, de uitzonderingen waarvan de noodzakelijkheid blijkt. »

Artikel 32, § 4, van het decreet van 7 oktober 1985 bepaalt dat de provincies en gemeenten « geen taken voor (het) opvangen, opnemen of andere op de in § 1 beoogde hoeveelheden water (mogen) innen ».

Noch in de Grondwet, noch in de bijzondere wet van 8 augustus 1980, noch in de gewone wet van 9 augustus 1980 wordt aan de Gewesten of de Gemeenschappen enige normatieve bevoegdheid toegekend ter zake van de fiscaliteit van de provincies, de gemeenten, de agglomeraties of federaties van gemeenten.

Ten aanzien van de ondergeschikte besturen hebben de Gewesten geen andere normatieve bevoegdheden dan die welke hun worden toegewezen in artikel 6, § 1, VIII, en in artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Geen van beide bepalingen heeft betrekking op belastingaangelegenheden.

Weliswaar wordt in artikel 7 « de organisatie van de procedures alsook de uitoefening van het administratief toezicht op de provincies, de gemeenten en de agglomeraties en federaties van gemeenten » aan de Gewesten opgedragen, zodat deze ten aanzien van de beslissingen van de ondergeschikte besturen met betrekking tot fiscale aangelegenheden kunnen optreden, meer bepaald door het al dan niet goedkeuren van hun verordeningen op het stuk van de belastingen. De Gewesten kunnen aan deze bepaling van de bijzondere wet echter niet de bevoegdheid ontnemen om rechtsbepalingen vast te stellen die ertoe zouden strekken belastingen, die door een ondergeschikt bestuur werden ingesteld, — geheel of ten dele — af te schaffen; die bevoegdheid is immers aan de wet voorbehouden.

Tenslotte kan de mogelijkheid die de Gewestraden krachtens artikel 10 van de bijzondere wet hebben om in de decreten rechtsbepalingen op te nemen met betrekking tot aangelegenheden waarvoor zij niet bevoegd zijn, geen toepassing vinden op bevoegdheden die de Grondwet aan de wet voorbehoudt.

De bepaling van artikel 32, § 4, van het decreet van 7 oktober 1985 schendt ook om deze redenen de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

6.B.7. De bepalingen van de artikelen 32*bis* tot en met 35 van het decreet van 7 oktober 1985, alsmede de bepaling van artikel 79, in zover die betrekking heeft op de inwerkingtreding van de artikelen 32 tot en met 35, zijn onlosmakelijk verbonden met de bepaling van artikel 32, en moeten derhalve eveneens worden vernietigd bij wijze van gevolgtrekking.

Ten aanzien van de overige, door de Vlaamse Executieve aangevoerde middelen

7.A. In de memorie van de Vlaamse Executieve worden drie middelen aangevoerd, die als volgt zijn geformuleerd :

7.A.1. Eerste middel :

Schending van de artikelen 25*bis* en 107*quater* van de Grondwet, 6, §1, II, 1^o en V, 2^o en VI, 4^o en VI, 6^o van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, bevoegdheidsoverschrijding, het evenredigheidsbeginsel en het discriminatieverbod.

Doordat de bestreden artikelen 32 tot 35 van het decreet van 7 oktober 1985 een nieuwe gewestelijke belasting opleggen en de wijze van invorderen van deze gewestelijke belasting bepalen wanneer drinkbaar of « drinkbaar te maken » water, opgenomen of opgevangen in het Waalse Gewest, wordt « uitgevoerd » naar het Vlaamse of Brusselse Gewest.

Terwijl artikel 25*bis* van de Grondwet bepaalt dat de uitoefening van bepaalde machten door een verdrag of door een wet van volkenrechtelijke instellingen kan worden opgedragen.

En terwijl door de goedkeuring van het verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap (Verdrag van 25 maart 1958, goedgekeurd door de wet van 2 december 1957) België bepaalde machten aan de Europese Gemeenschap heeft overgedragen onder meer de organisatie van een gemeenschappelijke Europese markt, daarin begrepen het vrij verkeer van goederen en diensten.

En terwijl de bevoegdheid die het Waalse Gewest put uit artikel 6, § 1, II, 1^o (bescherming van het leefmilieu) en artikel 6, § 1, V, 2^o (zuivering van afvalwater) geïnterpreteerd moet worden in het licht van de andere bevoegdheidsverdelende artikelen van de bijzondere wet, onder meer artikel 6, § 1, VI, 4^o;

dat in dit artikel aan het Gewest enkel de gewestelijke economische expansie wordt toevertrouwd, met inachtneming van de regels en de procedures vastgesteld door of krachtens de verdragen tot oprichting van de Europese Gemeenschappen en met inachtneming van de normatieve bevoegdheid van de nationale overheid in verband met economische bedrijvigheid en concurrentie.

En terwijl artikel 6, § 1, VI, 6^o (in fine) van de bijzondere wet bepaalt dat de Gewesten niet bevoegd zijn inzake prijsbeleid.

En terwijl het Waalse Gewest bij het opleggen van rechtsverplichtingen oog moet hebben voor de excessieve weerslag die deze hebben ten aanzien van de andere Gewesten, onder meer in het licht van het evenredigheidsbeginsel en het discriminatieverbod.

Zodanig het Waalse Gewest niet bevoegd is een « uitvoerbelasting » te heffen ten aanzien van het Vlaamse en Brusselse Gewest, nu deze bevoegdheid door de uitvoering van artikel 25*bis* Grondwet en door artikel 6, § 1, VI, 4^o, bijzondere wet aan de Europese Gemeenschap is overgedragen, nu deze belasting afbreuk doet aan de Belgische economische unie waarbij de minimumvoorwaarden voor de economische bedrijvigheid door de nationale overheid worden vastgelegd, en nu in ieder geval dergelijke belasting een schending betekent van het evenredigheidsbeginsel en het discriminatieverbod die zich verzetten tegen het opleggen van een belasting met exclusieve weerslag in het Vlaamse en Brusselse Gewest.

7.A.2. Tweede middel

Schending van de artikelen 107*quater* en 110, § 2, van de Grondwet, 9 tot 16 van de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980, en bevoegdheidsoverschrijding.

Doordat de bestreden artikelen 32 tot 35 van het decreet van 7 oktober 1985 de wijze van invorderen van een nieuwe en niet door de wetgever voorgeschreven gewestelijke belasting instelt en bepaalt.

Terwijl de ingestelde belasting geen verband houdt met een aangelegenheid die tot de bevoegdheid van het Waalse Gewest behoort.

En terwijl het feit dat het Rijk geen belasting heeft ingesteld op de « export » van drinkbaar water uit Wallonië naar Vlaanderen en Brussel niet kan gelijkgesteld worden met de in de Grondwet en de gewone wet omschreven hypothese dat het Gewest bevoegd is een nieuwe belasting te heffen wanneer geen rijksbelasting bestaat.

Zodat de ingeroepen rechtsregelen werden geschonden.

7.A.3. Derde middel

Schending van de artikelen 107 *quater* van de Grondwet, 19, § 3 en 2 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen en bevoegdheidsoverschrijding, het evenredigheidsbeginsel en het discriminatieverbod.

Doordat de bestreden artikelen 32 tot 35 van het decreet een nieuwe gewestelijke belasting opleggen bij « uitvoer » naar het Vlaamse en Brusselse Gewest van drinkbaar of drinkbaar te maken water, geproduceerd in het Waalse Gewest.

Terwijl het toepassingsgebied van de decreten van de Waalse gewestraad inzake de plaatsgebonden aangelegenheden beperkt is tot het Waalse Gewest (artikel 19, § 3 en artikel 2 van de bijzondere wet).

En terwijl de heffing van een « uitvoerbelasting », waarvan het technisch kenmerk is dat ze verrekend wordt in de prijs van het uitgevoerde product, in feite als werkelijk voorwerp heeft het vestigen van een belasting op de gebruiker van het naar Vlaanderen en Brussel uitgevoerde Waalse water.

En terwijl het feit dat de uitvoer naar derdelanden niet wordt belast aantoonde dat het de reële bedoeling is van het Waalse Gewest enkel een belasting te heffen op de inwoners van Vlaanderen en Brussel die Waals water gebruiken.

En terwijl, minstens, het Waalse Gewest bij het opleggen van een « milieubelasting » oog moet hebben voor de excessieve weerslag die deze heeft ten aanzien van de andere Gewesten bij het uitoefenen van hun bevoegdheid (evenredigheidsbeginsel en discriminatieverbod).

Zodat nu een belasting wordt gevestigd in een gebied waar het Waalse Gewest, *ratione loci*, onbevoegd is, de ingeroepen rechtsregelen worden geschonden, minstens de evenredigheidsregel niet werd in acht genomen.

7.B. Het is niet nodig die in de memorie van de Vlaamse Executieve aangevoerde middelen te onderzoeken, aangezien zij niet kunnen leiden tot een ruimere vernietiging.

Om deze redenen,

Het Hof,

vernietigt :

1. de artikelen 32 tot 35 van het decreet van het Waalse Gewest van 7 oktober 1985 « inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling » (« sur la protection des eaux de surface contre la pollution »);

2. artikel 70 van voormeld decreet, in zover artikel 3, § 2, van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging hierbij wordt opgeheven voor het Waalse Gewest;

3. artikel 79 van voormeld decreet, in zover het betrekking heeft op de inwerkingtreding van de artikelen 32 tot 35;

verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, in het Nederlands en in het Duits, conform artikel 55 van de organieke wet van 28 juni 1983, ter openbare terechtzitting van 25 februari 1988.

De griffier,

(Get.) H. Van Der Zwalmen.

De voorzitter,

(Get.) Etienne Gutt.

SCHIEDSGERICHTSHOF

D. 88 — 561

Urteil

Geschäftsverzeichnisnummer : 45 Urteil nr. 47.

In *Sachen* : Klage auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 7. Oktober 1985 « über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung » (« sur la protection des eaux de surface contre la pollution »).

Der Schiedsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden E. Gutt und J. Delva, und den Richtern J. Sarot, J. Wathelet, D. André, F. Debaedts, L. De Greve, K. Blanckaert, L. Suetens und M. Melchior,

unter Assistenz des Kanzlers H. Van Den Zwalmen,

unter dem Vorsitz des Vorsitzenden E. Gutt,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

I. Gegenstand der Klage :

Mit seiner Klageschrift, die mit am 29. Dezember 1986 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief dem Hof zugesandt wurde, beantragt der Ministerrat die Nichtigerklärung der Artikel 15, 29, § 2, 32 bis 35, 40, 70 und nötigenfalls 79 des Dekrets der Wallonischen Region vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. Januar 1986.

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 45 ins Gegengeschäftsverzeichnis eingetragen.

Mit einer dem Hof am selben Tag, dem 29. Dezember 1986 zugesandten Klageschrift hatte der Ministerrat ebenfalls die einstweilige Aufhebung des vorgenannten Dekrets beantragt. Der Hof hat diesen Antrag in seinem Urteil Nummer 33 vom 29. Januar 1987 zurückgewiesen.

II. Verfahren :

Durch Anordnung vom 30. Dezember 1986 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 46, § 1, 48 und 49 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes die Mitglieder der Besetzung bezeichnet.

Die durch Artikel 58 dieses organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. Januar 1987.

Die durch die Artikel 59 und 113 desselben organisierenden Gesetzes vorgeschriebenen Benachrichtigungen erfolgten mit Einschreibebriefen, die am 7. Januar 1987 bei der Post aufgegeben und am 8. bzw. 9. Januar 1987 den Adressaten zugestellt wurden.

Durch Anordnungen vom 25. Juni und 9. Dezember 1987 hat der Hof die für die Urteilsfüllung festgelegte Frist bis zum 29. Dezember 1987 bzw. 29. Juni 1988 verlängert.

Durch Anordnung vom 29. Oktober 1987 hat der Vorsitzenden E. Gutt die Rechtssache dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Durch Anordnung vom 4. November 1987 hat der Hof die Rechtssache für spruchreif erklärt und die Sitzung auf den 25. November 1987 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte mit 4. November 1987 bei der Post aufgegebenen und am 5. November 1987 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen über die Terminfestsetzung informiert wurden.

Die Sitzung wurde bis zum 9. Dezember 1987 vertagt.

Davon wurden die Parteien und ihre Rechtsanwälte mit am 26. November 1987 bei der Post aufgegebenen und am 27. November 1987 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen in Kenntnis gesetzt.

Die Flämische Exekutive hat am 6. Februar 1987 einen Schriftsatz eingereicht.

Die Wallonische Regionalexekutive hat am 9. Februar 1987 einen Schriftsatz eingereicht.

Der Ministerrat hat am 30. April 1987 Anträge hinterlegt.

Die Wallonische Regionalexekutive hat am 19. November 1987 Anträge hinterlegt.

Die Flämische Exekutive hat am 25. November 1987 Anträge hinterlegt.

Wegen Verhinderung der Richterin I. Petry war der Hof in der Sitzung vom 9. Dezember 1987 gemäss Artikel 46, § 2, Absatz 3 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 aus zehn Mitgliedern zusammengesetzt.

In dieser Sitzung :

— sind erschienen :

RA M. Van Doosselaere, in Brüssel zugelassener Anwalt, für den Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel;

RA H. Vandenberghe, in Brüssel zugelassener Anwalt, für die Flämische Exekutive, Jozef-II-straat 30, 1040 Brüssel;

RA E. Orban de Xivry, in Marche-en-Famenne zugelassener Anwalt, für die Wallonische Regionalexekutive, avenue des Arts 13-14, 1040 Brüssel;

— haben die Richter J. Sarot und L.P. Suetens Bericht erstattet;

— wurden die vorerwähnten Rechtsanwälte in ihren mündlichen Ausführungen gehört;

— wurde die Rechtssache zur Beratung bestimmt.

Das Verfahren wurde gemäss den sich auf den Sprachgebrauch vor dem Schiedsgerichtshof beziehenden Artikel 52 und folgenden des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

Bezüglich der Parteien

1. Die streitenden Parteien sind der Ministerrat, der die Klage erhoben und Anträge hinterlegt hat, sowie die Wallonische Regionalexekutive und die Flämische Exekutive, die je einen Schriftsatz und Anträge hinterlegt haben.

Bezüglich der Zulässigkeit des Schriftsatzes der Flämischen Exekutive

2. Am 6. Februar 1987 hat die Flämische Exekutive einen von ihrem Rechtsanwalt unterschriebenen « Schriftsatz zum Zwecke der Nichtigkeitsklärung » eingereicht, des ausdrücklich eine neue Klage gegen die Artikel 32 bis 35 und nötigenfalls 79 des angefochtenen Dekrets sowie drei gegen diese Bestimmungen gerichtete Nichtigkeitsklagegründe enthält.

Der Rechtsanwalt der Flämischen Exekutive hat in der Sitzung vom 9. Dezember 1987 jedoch betont, dass dieser « Schriftsatz zum Zwecke der Nichtigkeitsklärung » als Schriftsatz und nicht als neue Klageschrift zu betrachten sei.

Da dieser Schriftsatz der Form- und Fristvorschriften des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 über den Schiedsgerichtshof entspricht, ist er zulässig, aber nur als Schriftsatz.

Bezüglich des gegen die Artikel 15 und 70 des Dekrets gerichteten Klagegrunds

3.A.1. Der erste Klagegrund, den der Ministerrat in seiner Klageschrift vorbringt, lautet folgendermassen :

« Verletzung der Artikel 107^{quater} der Verfassung 6, Paragraph 1, II, 1^o des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, und wegen Zuständigkeitsüberschreitung.

Indem Artikel 70 des fraglichen Dekrets namentlich Artikel 2 Absatz 2 des Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Umweltverschmutzung (was das Gebiet der Wallonischen Region betrifft) ausser Kraft setzt, und Artikel 15 des Dekrets an seine Stelle eine normative Bestimmung setzt, deren Inhalt weniger streng ist als derjenige der ausser Kraft gesetzten nationalen Norm.

Während die Bestimmung des Sondergesetzes, deren Verletzung im Klagegrund angeführt wird, klarstellt, dass die den Regionen verliehene Zuständigkeit im Bereich des Umweltschutzes « unter Einhaltung der allgemeinen und sektoriellen gesetzlichen Normen » ausgeübt werden muss; mit anderen Worten diese Bestimmung den Regionen nur die Befugnis erteilt, strengere Normen zu verabschieden als die vom nationalen Gesetzgeber ausgearbeiteten Normen, und nicht letztgenannte ausser Kraft zu setzen. »

3.B1. Artikel 15 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 bestimmt folgendes :

« § 1. Jede Ablagerung von verschmutzenden Stoffen an einer Stelle, von der aus sie durch einen natürlichen Vorgang ins Oberflächenwasser oder in die öffentliche Kanalisation gelangen können, unterliegt der Genehmigung der Exekutive. Die Artikel 9 und 11 bis 14 finden Anwendung auf diese Genehmigung.

Dieser Artikel gilt jedoch nicht für das landwirtschaftliche Ausbreiten von Stallmist, Schädlingsbekämpfungsmitteln oder anderen Stoffen.

§ 2. Paragraph 1 findet keiner Anwendung auf die Deponien und auf die als gefährlich, gesundheitsgefährdend oder lästig eingestuft Betriebe. Die Behörde, die für die Ausstellung der erforderlichen Genehmigung für diese Deponien oder diese Betriebe zuständig ist, muss das Gutachten der Exekutive oder des Beamten einholen, der von ihr ernannt worden ist, innerhalb der regionalen Verwaltung, zu deren Zuständigkeitsbereich der Schutz des Oberflächenwassers gehört. Jeder Beschluss, der einem Gutachten nicht entspricht, muss begründet werden. » (Deutsche Übersetzung, so wie sie im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. Januar 1986 veröffentlicht wurde).

Artikel 70 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 hebt für die Wallonische Region die meisten Bestimmungen des Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Umweltverschmutzung auf, namentlich Artikel 2 Absatz 2 dieses Gesetzes, der bestimmt : « (Ebenfalls) verboten ist das Ablagern von Feststoffen oder Flüssigkeiten an einem Ort, von woher sie durch ein Naturereignis in die besagten Wässer geführt werden können. »

3.B2. Artikel 15 § 1 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 macht die Ablagerung von verschmutzenden Stoffen mit Ausnahme des « landwirtschaftlichen Ausbreitens von Stallmist, Schädlingsbekämpfungsmitteln oder anderen Stoffen » genehmigungspflichtig.

Eine solche Genehmigungspflicht stellt eine vorbeugende Umweltschutzmassnahme dar.

3.B3. Artikel 6 § 1 II 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt :

« Die Angelegenheiten, auf die sich Artikel 107^{quater} der Verfassung bezieht, sind :

(...)

II. Was die Umwelt betrifft :

1° Umweltschutz unter Einhaltung der allgemeinen und sektorialen gesetzlichen Normen; (...). »

Sowohl aus der Begründung des Sondergesetzentwurfs als aus der weiteren parlamentarischen Vorbereitung geht hervor, dass die Bestimmung des besagten Artikels 6 § 1 II 1° folgendermassen auszulegen ist :

a) Unter « Umweltschutz » ist die Bekämpfung der Wasser- und Luftverschmutzung sowie der Lärmbelastigung zu verstehen.

Die Bekämpfung dieser Verschmutzung stellt nur einen Teil der zum Begriff « Umwelt » gehörenden Angelegenheiten dar; die übrigen Komponenten werden unter anderen Punkten von Artikel 6 geregelt.

b) Der Ausdruck « Normen » im Sinne von Artikel 6 § 1 II 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 ist nicht gleichbedeutend mit dem Begriff « alle materiellen Rechtssätze », sondern vielmehr im Sinne von « technischen Normen » mit juristischer Tragweite zu verstehen.

Als solche technischen Normen können u.a. folgen betrachtet werden :

— Qualitätsnormen für die Umwelt, die bestimmen, welches Verschmutzungs- oder Belästigungsniveau in einer bestimmten Umwelt (bzw. Teil einer Umwelt) nicht überschritten werden darf;

— Produktnormen, die festlegen, welches Verschmutzungs- oder Belästigungsniveau in der Zusammensetzung oder in der Emission eines Produktes nicht überschritten werden darf, oder Spezifikationen über Eigenschaften, Benutzungsweise, Prüfverfahren, Verpackung, Markierung, Etikettierung usw. von Produkten enthalten;

— Normen für feste Anlagen, d.h. Emissionsnormen, die bestimmen, welches Verschmutzungs- oder Belästigungsniveau bei Emissionen nicht überschritten werden darf, Planungs- und Baunormen, die bestimmen, welche Spezifikationen bei Planung und Bau von festen Anlagen erfüllt werden müssen, und Betriebsnormen hinsichtlich der Benutzung solcher Anlagen.

c) 1. Der Ausdruck « gesetzliche Normen » umfasst sowohl das Gesetz als auch die Durchführungserlasse.

c) 2. Es gibt hinsichtlich der Bekämpfung von Wasser- und Luftverschmutzung sowie von Lärmbelastigung drei Kompetenzebenen: europäisch, national und regional; letztgenannte Ebene kann weiter gehen als die anderen, wenn diese Mindestnormen festgelegt haben.

d) « Allgemeine (Normen) » heisst Normen, die für alle Tätigkeitsbereiche gelten; « sektorale (Normen) » heisst Normen, die nur für einen oder mehrere bestimmte Tätigkeitsbereiche gelten.

3.B4. Artikel 15 § 1 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 findet seine Rechtsgrundlage in Artikel 6 § 1 II 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

Die Bestimmung des vorgenannten Artikels 15 § 1 steht nicht im Widerspruch zu den existierenden allgemeinen und sektorialen gesetzlichen Normen im Sinne von Artikel 6 § 1 II 1° und schliesst keineswegs aus, dass spätere, vom nationalen Gesetzgeber vorgenommene Abänderungen dieser allgemeinen und sektorialen Normen in der Wallonischen Region ungehindert Anwendung finden können.

Artikel 15 § 1 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 verletzt also nicht die durch oder kraft der Verfassung zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegte Regeln.

3.B5. Die Bestimmungen von Artikel 15 § 2 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 finden ihre Rechtsgrundlage nicht nur in der Bestimmung von Artikel 6 § 1 II 1°, sondern ebenfalls in den Bestimmungen von Artikel 6 § 1 II 2° und 3°;

* 2° Abtransport und Verarbeitung von Abfällen;

3° Polizei gefährlicher, ungesunder und störender Einrichtungen vorbehaltlich der Bestimmungen bezüglich des Arbeitsschutzes. »

Die Bestimmung von Artikel 15 § 2 bleibt innerhalb der Grenzen der durch diese Bestimmungen den Regionen übertragenen Angelegenheiten und verletzt also nicht die durch oder kraft der Verfassung zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Regionen und Gemeinschaften festgelegten Regeln.

3.B6. Kraft Artikel 19 § 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 vermag der Regionaldekretgeber geltende Gesetzesbestimmungen aufzuheben, insofern es sich um den Regionen übertragene Angelegenheiten handelt und die Aufhebung nur für den Territorialbereich der Region gilt.

Da der durch den angefochtenen Artikel 70 aufgehobene Artikel 2 Absatz 2 des Gesetzes vom 26. März 1971 keine allgemeinen und sektorialen gesetzlichen Normen im Sinne von Artikel 6 § 1 II 1° enthielt, verletzt die Bestimmung des besagten Artikels 70 nicht die durch oder kraft der Verfassung zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Regeln, insofern sie Artikel 2 Absatz 2 des Gesetzes vom 26. März 1971 aufhebt.

3.B7. Der erste Klagegrund des Ministerrats ist unbegründet.

Bezüglich des gegen die Artikel 40 und 70 des Dekrets gerichteten Klagegrunds

4.A. Der zweite vom Ministerrat in seiner Klageschrift angeführte Klagegrund lautet wie folgt :

« Verletzung der Artikel 107^{quater} der Verfassung, 6 Paragraph 1 II 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, und wegen Zuständigkeitsüberschreitung.

Indem Artikel 70 des fraglichen Dekrets namentlich Artikel 3 Absatz 2 des Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Umweltverschmutzung (was das Gebiet der Wallonischen Region betrifft) ausser Kraft setzt, und Artikel 40 des Dekrets an seine Stelle eine normative Bestimmung setzt, deren Inhalt weniger streng ist als derjenige der ausser Kraft gesetzten nationalen Norm.

Während die Bestimmung des Sondergesetzes, deren Verletzung im Klagegrund angeführt wird, klarstellt, dass die den Regionen verliehene Zuständigkeit im Bereich des Umweltschutzes « unter Einhaltung der allgemeinen und sektorialen gesetzlichen Normen » ausgeübt werden muss; mit anderen Worten diese Bestimmung den Regionen nur die Befugnis erteilt, strengere Normen zu verabschieden als die vom nationalen Gesetzgeber ausgearbeiteten Normen; und nicht die letztgenannten ausser Kraft zu setzen; die im Klagegrund angeführte Zuständigkeitsüberschreitung durch den Umstand verschlimmert wird, dass Artikel 70 des Dekrets eine dem König einschlägige Rechtsetzungsbefugnis erteilende Gesetzesnorm ausser Kraft setzt. »

4.B.1. Artikel 40 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 bestimmt :

« Die Exekutive kann die Herstellung, den Verkauf, das Angebot zum Verkauf und die Benutzung von Produkten regeln, die — wenn sie nach Gebrauch in die Abwässer oder ins Oberflächenwasser gelangen — entweder das Oberflächenwasser verschmutzen oder dort die Selbstreinigung beeinträchtigen, oder noch dem Betrieb der Abwässerskläranlagen oder der Faulgruben schaden können. » (Deutsche Übersetzung, so wie sie im *Belgisches Staatsblatt* vom 10. Januar 1986 veröffentlicht wurde).

Artikel 70 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 hebt für die Wallonische Region u.a. die Bestimmung von Artikel 3 § 2 des Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Umweltverschmutzung auf; diese Bestimmung lautet wie folgt :

« Nach Stellungnahme des Ministerrats kann der König die Herstellung, die Einfuhr, den Verkauf und die Benutzung von Erzeugnissen regeln, die, wenn sie nach dem Gebrauch in das Kanalisations- oder Oberflächenwasser geraten, entweder das Oberflächenwasser verschmutzen, oder dort die selbstreinigende Wirkung beeinträchtigen, oder auch dem Funktionieren der Kläranlagen, welche von den durch dieses Gesetz gegründeten Wasserreinigungsgesellschaften betrieben werden, schaden können. »

4.B.2. Auf Grund von Artikel 6 § 1 II 1^o des Sondergesetzes vom 8. August 1980 vermag der Regionaldekreter die Regionalexekutive zur Verkündung von Produktnormen zu ermächtigen, jedoch nur unter Einhaltung der allgemeinen und sektorialen gesetzlichen Normen, die der nationale Gesetzgeber vorgeschrieben hat und vorschreiben wird.

Artikel 40 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 beschränkt sich darauf, der Exekutive eine derartige Ermächtigung zu erteilen; gemäss Artikel 6 § 1 II 1^o des Sondergesetzes gilt diese Ermächtigung nur, insofern die Exekutive sowohl die Normen des europäischen Rechts als auch die « allgemeinen und sektorialen gesetzlichen Normen » einhält. Demzufolge verletzt dieser Artikel nicht die durch oder kraft der Verfassung zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Regeln.

4.B.3. Dagegen verhindert Artikel 70 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 insofern, als er Artikel 3 § 2 des Gesetzes vom 26. März 1971 aufhebt, die Einführung neuer allgemeiner und sektorialer gesetzlicher Normen auf nationaler Ebene und verletzt dieser Artikel 70 insofern die durch oder kraft der Verfassung zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Regeln.

4.B.4. Der zweite Klagegrund des Ministerrats ist begründet, jedoch nur insofern, als er sich auf die Aufhebung — für die Wallonische Region — von Artikel 3 § 2 des Gesetzes vom 26. März 1971 durch Artikel 70 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 bezieht.

Bezüglich des gegen Artikel 29 § 2 des Dekrets gerichteten Klagegrunds

5.A.1. Der dritte vom Ministerrat in seiner Klageschrift vorgebrachte Klagegrund lautet wie folgt :

« Verletzung der Artikel 107^{quater} der Verfassung 6 Paragraph 1 V 2^o b des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen, und wegen Zuständigkeitsüberschreitung.

Indem Artikel 29 Paragraph 2 des angefochtenen Dekrets bestimmt, dass die Exekutive die Berechnungsweise der Gebühren festlegt, welche namentlich die Unternehmen für die Reinigung ihrer Abwässer werden entrichten müssen.

Während die Bestimmung des Sondergesetzes, deren Verletzung im Klagegrund angeführt wird, die Festsetzung der Bestandteile der Tarifberechnung für Industrieabwässerreinigung dem Gesetz vorbehält. »

5.A.2. In seinen Anträgen vom 30. April 1987 erklärt der Ministerrat allerdings :

« Die Wallonische Regionalexekutive macht mit Recht geltend, dass Artikel 28 des Dekrets die für das Einleiten von industriellen Abwässern zu entrichtenden Gebühren betrifft, und nicht Artikel 29.

Nun macht Artikel 28 — gemäss den Vorschriften des Sondergesetzes — die Gebührensatzung durch die Exekutive von der Berücksichtigung der Bestandteile der Berechnung der gesetzlich festgelegten Tarife abhängig.

Infolgedessen erklärt der Antragsteller sich in diesen Bezug nach dem Hof zu richten. »

5.B. Artikel 29 § 2 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 bezieht sich keineswegs auf die Tarife für die Klärung industrieller Abwässer; er verletzt nicht die im Klagegrund angeführte Bestimmung des Sondergesetzes Artikel 6 § 1 V 2 b.

Bezüglich der gegen die Artikel 32 bis einschliesslich 35 des Dekrets gerichteten Klagegründe

6.A. Der Ministerrat macht in seiner Klageschrift drei Klagegründe geltend, die folgendermassen lauten :

« *Vierter Klagegrund*

Verletzung der Artikel 107^{quater} und 110 Paragraph 2 der Verfassung 9 bis 16 des einfachen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen und wegen Zuständigkeitsüberschreitung.

Indem die Artikel 32 bis 35 des Dekrets, deren Nichtigerklärung beantragt wird, die Modalitäten der Einziehung einer neuen, nicht vom Gesetzgeber vorgesehenen Regionalsteuer schaffen und festlegen.

Während Artikel 110 Paragraph 2, Absatz 2, der Verfassung bestimmt, dass das Gesetz die Ausnahmen der Steuererhebungsbefugnis der Regionen und Gemeinschaften festlegt; diese Ausnahmen im Wortlaut der Artikel 9 bis 16 des einfachen Gesetzes zur Reform der Institutionen zum Ausdruck kommen; Artikel 10 dieses Gesetzes eine erschöpfende Aufzählung jener Steuern enthält, die ganz oder teilweise den Regionen und Gemeinschaften zukommen können; die Wallonische Region durch die Erhebung einer nicht in dieser Bestimmung bezeichneten Steuer ihre Zuständigkeit überschritten hat.

« *Fünfter Klagegrund*

Verletzung der Artikel 107^{quater} und 110, Paragraph 3 der Verfassung, 16 des einfachen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen, wegen des allgemeinen Rechtsgrundsatzes « non bis in idem » und wegen Zuständigkeitsüberschreitung.

Indem Artikel 32, Paragraph 4 des fraglichen Dekrets bestimmt, dass die Provinzen und Gemeinden auf das Schöpfen, Entnehmen usw. von Wassermengen, die Gegenstand der im vierten Klagegrund bezeichneten Regionalabgabe sind, keine Abgaben mehr erheben dürfen.

Während Artikel 110, Paragraph 3 der Verfassung dem Gesetz — mit Ausschluss aller anderen Rechtsnormen — die Befugnis verleiht, die von den Provinzen festgelegten Besteuerungen ganz oder teilweise aufzuheben; es folglich nicht dem Dekret zukommt, unter Anwendung der den Regionen im Bereich der Wasserwirtschaft verliehenen Zuständigkeit den Provinzen zu verbieten, Abgaben auf das Schöpfen, Entnehmen usw. der in Paragraph 1 des Artikels 32 des angefochtenen Dekrets bezeichneten Wassermengen zu erheben; ein derartiges Verbot der Aufhebung bestimmter von den Provinzen festgelegter Besteuerungen gleichkommt; ausserdem — und subsidiär — die eventuelle Aufhebung der Provinzialabgaben durch die Zuerkennung ersetzender Einnahmequellen bedingt ist; der Wallonische Regionalrat seine Zuständigkeit überschritten hat, indem er durch Dekret gleichwertige Provinzialabgaben verbietet, ohne Ausgleichsmechanismen vorzusehen; im übrigen die offenkundige Verfassungswidrigkeit von Paragraph 4 des Artikels 32 des fraglichen Dekrets — vorausgesetzt, dass sie von Ihrem hohen Kollegium anerkannt wird — gemäss dem im fünften Klagegrund angeführten allgemeinen Rechtsgrundsatz die Nichtigerklärung aller im vierten Klagegrund bezeichneten Bestimmungen mit sich bringen muss.

Sechster Klagegrund

Verletzung der Artikel 107 *quater* der Verfassung, 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, und wegen Zuständigkeitsüberschreitung.

Indem die Artikel 33 bis 35 des fraglichen Dekrets Verfahren zur Sicherung der Erhebung und Eintreibung der im dritten Klagegrund bezeichneten Gebühr und der im vierten und fünften Klagegrund bezeichneten Abgabe zustande bringen, wobei sie mit ihnen eine gewisse Anzahl neuer Sicherheiten zur Gewährleistung der Steuerforderung der Wallonischen Region verknüpfen.

Während Artikel 10 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen, der implizite Befugnisse der Gemeinschaften und Regionen begründet, klarstellt, dass die zusätzlichen Bestimmungen, die vom Dekretgeber verabschiedet werden können, ohne dass er explizit dazu ermächtigt wurde, so wie es hier der Fall ist, mit der hauptsächlichsten und expliziten Kompetenz eine Beziehung unbedingter Notwendigkeit haben müssen (Unerlässlichkeitskriterium); auch in der Annahme, « quod non », dass der Hof die Verfassungsmässigkeit des Artikels 32 des fraglichen Dekrets anerkennt, seine zusätzlichen Bestimmungen (Artikel 33 bis 35) insofern annullierbar sind, als die Wallonische Region nicht ihre Unerlässlichkeit feststellt. »

6.B1. Artikel 32 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 bestimmt :

« Art. 32. § 1. Eine^r Steuer von drei Franken pro Kubikmeter, deren Betrag am ersten Januar eines jeden Jahres dem Verbraucherpreisindex, ausgehend von dem beim Inkrafttreten des vorliegenden Artikels anwendbaren Index, angepasst wird, wird erhoben, wenn das Oberflächenwasser oder das Grundwasser, das trink- oder aufbereitbar ist und in der Wallonischen Region entnommen oder aufgefangen worden ist, aus der Wallonischen Region hinaus geleitet wird, und dies durch gleich welches künstliche Mittel mit Ausnahme der Überführung von Wasser, das in Flaschen oder Dosen abgefüllt ist.

Der vorliegende Artikel findet nur Anwendung auf Überführung von Wasser innerhalb des Königreiches und nicht auf die Überführung in andere Staaten.

§ 2. Diese Steuer wird zu Lasten desjenigen erhoben, der das Wasser überführt. Wenn dieselbe Person gleichzeitig Wasser von der Wallonischen Region aus der Region hinausleitet und Wasser, das von aussen stammt, in die Wallonische Region überführt, wird die Steuer auf den nach aussen überführten Überschuss erhoben.

§ 3. Die Exekutive regelt die Modalitäten für die Erhebung der Steuer und für deren Kontrolle.

§ 4. Die Provinzen und die Gemeinden dürfen keine Gewinnungs-, Entnahme- oder sonstige Steuer erheben auf die Wassermengen, die in § 1 erwähnt sind. » (Deutsche Übersetzung, so wie sie im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. Januar 1986 veröffentlicht wurde).

Artikel 32 *bis* des Dekrets vom 7. Oktober 1985 ermächtigt die Exekutive dazu, von der Anwendung « der in Artikel 32 vorgesehenen Steuer » abzuweichen, und zwar « im Rahmen von langfristigen Wasserlieferungsverträgen ».

Die Artikel 33 bis einschliesslich 35 regeln die Bedingungen der Eintreibung « der in Artikel 32 vorgesehenen Steuer ».

6.B2. Artikel 110 § 2 der Verfassung bestimmt :

« § 2. Steuern zugunsten der Gemeinschaft oder der Region können nur durch ein Dekret oder eine in Artikel 26 *bis* bezeichnete Regel eingeführt werden.

Hinsichtlich der im vorigen Absatz bezeichneten Besteuerungen bestimmt das Gesetz die Ausnahmen, die sich also notwendig erweisen. »

Kraft dieser Bestimmung haben die Gemeinschaften und Regionen im Prinzip eine eigene Fiskalkompetenz. Artikel 110 § 2 Absatz 2 der Verfassung teilt gleichwohl dem nationalen Gesetzgeber die Zuständigkeit zu, hinsichtlich der Fiskalkompetenz der Gemeinschaften und Regionen Ausnahmen, « die sich als notwendig erweisen », zu bestimmen. Der nationale Gesetzgeber kann also bestimmen, welche Steuern die Gemeinschaften und Regionen nicht erheben dürfen; er kann auch eine von einer Gemeinschaft oder Region eingeführte Steuer abschaffen oder beschränken, wenn sich diese Massnahmen « als notwendig erweisen ».

6.B3.1. In Anwendung von Artikel 1 § 1 des einfachen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen verfügen die Gemeinschaften und Regionen über folgende Finanzmittel :

- 1° nicht-steuerliche Eigenmittel;
- 2° Kredit zu Lasten des Staatshaushaltes;
- 3° Ristornos des Aufkommens gewisser gesetzlich festgesetzter Steuern und Abgaben;
- 4° eigenes Steuerwesen;
- 5° Anleihen.

Bei der Behandlung vorliegender Klage sind nur die Ristornos (Artikel 1 § 1 3°) und das eigene Steuerwesen (Artikel 1 § 1 4°) näher zu untersuchen.

6.B3.2. Der Staat kann kraft der Artikel 1 § 1 3° und 9 bis 11 — Teil IV von Titel I — des einfachen Gesetzes vom 9. August 1980 das Aufkommen folgender Nationalsteuern ganz oder teilweise den Regionen und Gemeinschaften zuteilen bzw. ristornieren :

1. Rundfunk- und Fernsehgebühren;
2. Kraftfahrzeugsteuer;
3. Spiel- und Wettsteuer;

4. Spielautomatensteuer;
5. Grundsteuer;
6. Steuer auf die Eröffnung von Ausschänken unvergorener Getränke;
7. Registrationsgebühren bei Übertragung von Immobilien.

Wenn die Ristornos auf vorgenannte Steuern nicht genügen, so kann gemäss Artikel 10 § 2 ein Teil der Personensteuer für die Bildung der Ristornobeträge verwendet werden.

Die im einfachen Gesetz enthaltene Aufzählung der ristornierbaren Steuern ist erschöpfend. Im heutigen Stand der Gesetzgebung kommen keine weiteren Steuern für Ristornierung in Betracht.

6.B.3.3. Teil V — (die Artikel 12 bis einschliesslich 16) — des einfachen Gesetzes vom 9. August 1980 weist den Gemeinschaften und Regionen ausserdem eine beschränkte Steuerkompetenz zu, die sich folgendermassen zusammenfassen lässt:

Die Gemeinschafts- und Regionalräte können einerseits hinsichtlich der in Artikel 10 des einfachen Gesetzes aufgeführten, ristornierbaren Steuern Zusatzsteuern erheben bzw. Nachlässe gewähren.

Kraft Artikel 12 § 2 des einfachen Gesetzes sind die Gemeinschafts- und Regionalräte nicht dazu ermächtigt hinsichtlich anderer zugunsten des Staates erhobener Steuern und Abgaben Zusatzsteuern zu erheben oder Nachlässe zu gewähren.

Andererseits können die Gemeinschaften und Regionen, wenn eine der ristornierbaren Steuern völlig ristorniert ist, vom nächsten Haushaltsjahr an

— den Satz dieser Steuern und Abgaben ändern,

— den Steuergegenstand, die Steuerbemessungsgrundlage und die Steuerbefreiungen ändern, abgesehen von den Kraftfahrzeug- und Spielautomatensteuern.

Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass

6.B.3.4. a) den Gemeinschaften und Regionen eben durch die Verfassung eine eigene Fiskalkompetenz zugeteilt wird, unter dem ausdrücklichen Vorbehalt, dass das Gesetz hinsichtlich dieser Steuern die Ausnahmen, die sich als notwendig erweisen, nicht bestimmt hat bzw. später bestimmt;

b) den Gemeinschaften und Regionen durch das einfache Gesetz vom 9. August 1980 das Aufkommen bestimmter Nationalsteuern sowie eine zusätzliche beschränkte Fiskalkompetenz zugeteilt wird;

c) die Gemeinschaften und Regionen jedoch hinsichtlich der Angelegenheiten, die Gegenstand einer Nationalsteuer sind, keine Steuern erheben dürfen abgesehen von dem, was das einfache Gesetz vom 9. August 1980 diesbezüglich ausdrücklich bestimmt.

6.B.4. Die Ausübung der zugewiesenen eigenen Fiskalkompetenz durch eine Gemeinschaft oder Region darf allerdings nicht über jene Grenzen hinausgehen, die der Gesamtauffassung des Staates, die in den Verfassungsänderungen von 1970 und 1980 sowie im besonderen und einfachen Gesetz vom 8. bzw. 9. August 1980 zur Reform der Institutionen zum Ausdruck kommt, inhärent sind.

Aus der Gesamtheit dieser Texte und insbesondere aus den Bestimmungen von Artikel 6 § 1 VI 3^o und 4^o — « im Rahmen der nationalen Währungs- und Kreditpolitik »; « unbeschadet des normativen Rahmens, in dem die wirtschaftliche Tätigkeit und die Konkurrenz ausgeübt werden » — geht hervor, dass die neue belgische Staatsstruktur auf einer Wirtschafts- und Währungsunion beruht, d.h. dem institutionellen Rahmen einer aus Teilgebieten aufgebauten Wirtschaft, die durch einen integrierten Markt (die sog. Wirtschaftsunion) und durch die Einheit der Währung (die sog. Währungsunion) gekennzeichnet wird.

Das Bestehen einer Wirtschaftsunion impliziert an erster Stelle den freien Verkehr von Gütern und Produktionsfaktoren zwischen den Teilgebieten des Staates. Was den Gütenverkehr betrifft, sind Massnahmen, die von den Teilgebieten der Union — im vorliegenden Fall den Regionen — autonom festgelegt werden und den freien Verkehr beeinträchtigen, mit einer Wirtschaftsunion unvereinbar; dies gilt zwangsläufig für alle Innenzölle und alle Angaben mit gleicher Wirkung.

6.B.5. Der Wortlaut von Artikel 32 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 selbst lässt keinen Zweifel darüber bestehen, dass die eingeführte Steuer eine Steuer auf die Ausfuhr von Wasser — abgesehen von in Flaschen oder Dosen abgefülltem Wasser — aus der Wallonischen Region in die flämische oder Brüsseler Region ist: « Eine Steuer... wird erhoben, wenn das Oberflächenwasser oder das Grundwasser ... aus der Wallonischen Region hinaus geleitet wird ... innerhalb des Königreiches ... (unter Ausschluss der) Überführung in andere Staaten ».

Gegenstand der bezeichneten « Steuer » ist also eindeutig « das Überführen » von Wasser, nicht die Wassergewinnung oder -entnahme. Daraus ergibt sich, dass diese « Steuer » nicht zusammenhängt mit irgendeiner Leistung, die sie vergüten würde. Die in Artikel 31 vorgeschriebene « Steuer » ist nicht die Vergütung eines von der Region geleisteten Dienstes; sie ist somit auch keine Gebühr, sondern ein wirklicher Innenzoll.

Der Umstand, dass Aufkommen der Steuererhebung auf Grund der Artikel 24 bis 27 des angefochtenen Dekrets für Ausgaben verwendet wird, die (unmittelbar oder mittelbar) die Bekämpfung der Verschmutzung des Oberflächenwassers bezwecken, führt nicht dazu, die Art der fraglichen Steuer zu ändern, die im Verhältnis zum Steuergegenstand zu bestimmen ist. Dadurch wird der Feststellung, dass es sich bei besagter Steuer um einen Innenzoll handelt, also kein Abbruch getan.

Ein derartiger Ausfuhrzoll verstösst gegen die Freiheit des Güterverkehrs innerhalb eines integrierten Marktes; er ist somit unvereinbar mit der durch die Reform der Institutionen bezweckten Wirtschaftsunion und passt nicht in den Gesamtrahmen des belgischen Staatsgefüges. Ein solcher Ausfuhrzoll verletzt insbesondere die Bestimmung von Artikel 6 § 1 VI 4^o, die einen allgemeinen « normativen Rahmen, in dem die wirtschaftliche Tätigkeit und die Konkurrenz ausgeübt werden », vorsieht. Obwohl diese Bestimmung in Artikel 6 § 1 VI 4^o des Sondergesetzes vom 8. August 1980 vorkommt, in dem die Zuständigkeit der Regionen hinsichtlich der Wirtschaftspolitik festgelegt ist, gilt sie als ausdrückliche Willensäußerung des Gesetzgebers, eine einheitliche Grundregelung der Wirtschaftsorganisation in einem integrierten Markt aufrecht zu erhalten.

Artikel 32 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 verletzt die durch oder kraft der Verfassung zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Regeln.

6.B.6. Artikel 110 § 3 der Verfassung bestimmt:

« § 3. Eine Belastung oder Besteuerung kann von der Provinz nur durch eine Entscheidung ihres Rates eingeführt werden.

Hinsichtlich der im vorigen Absatz bezeichneten Besteuerungen bestimmt das Gesetz die Ausnahmen, die sich als notwendig erweisen.

Das Gesetz kann die im ersten Absatz bezeichneten Besteuerungen ganz oder teilweise abschaffen. »

Artikel 110 § 4 der Verfassung bestimmt:

« § 4. Eine Belastung oder Besteuerung kann von der Agglomeration, dem Gemeindezusammenschluss oder der Gemeinde nur durch eine Entscheidung ihres Rates eingeführt werden.

Hinsichtlich der im vorigen Absatz bezeichneten Besteuerungen bestimmt das Gesetz die Ausnahmen, die sich als notwendig erweisen. »

Artikel 32 § 4 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 bestimmt, dass die Provinzen und Gemeinden « keine Gewinungs-, Entnahme- oder sonstige Steuer erheben (dürfen) auf die Wassermengen, die in § 1 erwähnt sind ».

Weder in der Verfassung, noch im Sondergesetz vom 8. August 1980, noch im einfachen Gesetz vom 9. August 1980 wird den Regionen oder den Gemeinschaften irgendeine normative Zuständigkeit in bezug auf das Steuerwesen der Provinzen, Gemeinden, Agglomerationen oder Gemeindezusammenschlüsse zuerkannt.

Angesichts der nachgeordneten Behörden haben die Regionen keine weiteren Kompetenzen als diejenigen, die ihnen in Artikel 6 § 1 VIII sowie in Artikel 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zugewiesen werden. Keine der beiden Bestimmungen bezieht sich auf steuerliche Angelegenheiten.

Zwar wird in Artikel 7 « die Organisation der Verfahren und die Ausübung der Verwaltungsaufsicht über die Provinzen, Gemeinden, Agglomerationen und Gemeindezusammenschlüsse » den Regionen aufgetragen, so dass diese angesichts der Entscheidungen der nachgeordneten Behörden bezüglich steuerlicher Angelegenheiten auftreten können, insbesondere indem sie ihre Steuerverordnungen genehmigen oder nicht. Die Regionen können aus dieser Bestimmung des Sondergesetzes jedoch nicht die Zuständigkeit herleiten, Rechtsnormen zu verabschieden, die darauf abzielen würden, von einer nachgeordneten Behörde eingeführte Besteuerungen ganz oder teilweise abzuschaffen; diese Zuständigkeit ist nämlich dem Gesetz vorbehalten.

Schliesslich kann die auf Grund des Artikels 10 des Sondergesetzes den Regionalräten gebotene Möglichkeit, in die Dekrete Rechtsbestimmungen aufzunehmen in bezug auf Angelegenheiten, für die sie nicht zuständig sind, nicht gelten für Zuständigkeiten, welche die Verfassung dem Gesetz vorbehält.

6.B.7. Die Bestimmung von Artikel 32 § 4 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 verletzt auch aus diesen Gründen die durch oder kraft der Verfassung zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Regeln.

Die Bestimmungen der Artikel 32bis bis einschliesslich 35 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 sowie die Bestimmung von Artikel 79 insofern, als sie sich auf das Inkrafttreten der Artikel 32 bis einschliesslich 35 bezieht, sind mit der Bestimmung von Artikel 32 untrennbar verbunden und müssen infolgedessen ebenfalls für nichtig erklärt werden.

Bezüglich der übrigen, von der Flämischen Exekutive angeführten Klagegründe

7.A. Im Schriftsatz der Flämischen Exekutive werden drei Klagegründe angeführt; sie lauten wie folgt:

7.A.1. « Erster Klagegrund

Verletzung der Artikel 25bis und 107quater der Verfassung, 6 § 1 II 1°, V 2°, VI 4° und VI 6° des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen, Zuständigkeitsüberschreitung, Verhältnismässigkeitsgrundsatz und Diskriminierungsverbot.

Indem die angefochtenen Artikel 32 bis 35 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 eine neue Regionalsteuer einführen und die Modalitäten der Eintreibung dieser Regionalsteuer bestimmen, wenn trinkbares oder aufbereitbares Wasser, das in der Wallonischen Region entnommen oder aufgefangen worden ist, in die Flämische oder Brüsseler Region « ausgeführt » wird.

Während Artikel 25bis der Verfassung bestimmt, dass die Ausübung bestimmter Befugnisse durch einen Vertrag oder ein Gesetz völkerrechtlichen Institutionen aufgetragen werden kann.

Und während Belgien durch die Genehmigung der Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (Vertrag vom 25. März 1957, genehmigt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957) bestimmte Befugnisse der Europäischen Gemeinschaft übertragen hat, darunter die Gestaltung eines gemeinsamen europäischen Marktes, zu dem der freie Verkehr von Gütern und Dienstleistungen gehört.

Und während die Zuständigkeit, welche die Wallonische Region aus Artikel 6 § 1 II 1° (Umweltschutz) und Artikel 6 § 1 V 2° (Abwasserklärung) herleitet, unter Berücksichtigung der übrigen Zuständigkeitsverteilenden Artikel des Sondergesetzes, u.a. Artikel 6 § 1 VI 4°, auszulegen ist;

wobei in diesem Artikel die Region nur mit der regionalen wirtschaftlichen Expansion beauftragt wird, und zwar unter Einhaltung der durch oder kraft der Verträge zur Gründung der Europäischen Gemeinschaften festgelegten Regeln und Verfahren sowie unter Beachtung der normativen Zuständigkeit des nationalen Gesetzgebers in bezug auf wirtschaftliche Tätigkeit und Konkurrenz.

Und während Artikel 6 § 1 VI 6° (in fine) des Sondergesetzes bestimmt, dass die Regionen im Bereich der Preispolitik nicht zuständig sind.

Und während die Wallonische Region beim Vorschreiben von Rechtspflichten die übermässigen Auswirkungen, die diese auf andere Regionen haben können, unter anderem auf Grund des Verhältnismässigkeitsgrundsatzes und des Diskriminierungsverbotes berücksichtigen muss.

So dass die Wallonische Region nicht dafür zuständig ist, für die Flämische und Brüsseler Region eine « Ausfuhrsteuer » zu erheben, da diese Zuständigkeit gemäss Artikel 25bis der Verfassung und Artikel 6 § 1 VI 4° des Sondergesetzes der Europäischen Gemeinschaft übertragen ist, da diese Steuer der Belgischen Wirtschaftsunion, Abbruch tut, die voraussetzt, dass die Mindestbedingungen für die wirtschaftliche Tätigkeit vom nationalen Gesetzgeber festgelegt werden, und da eine derartige Steuer auf jeden Fall gegen den Verhältnismässigkeitsgrundsatz und das Diskriminierungsverbot verstösst, die der Erhebung einer Steuer mit ausschliesslicher Wirkung in der Flämischen und Brüsseler Region im Wege stehen.

7.A.2. Zweiter Klagegrund

Verletzung der Artikel 107quater und 110 § 2 der Verfassung, 9 bis 16 des einfachen Gesetzes zur Reform der Institutionen vom 9. August 1980, und Zuständigkeitsüberschreitung.

Indem die angefochtenen Artikel 32 bis 35 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 die Modalitäten der Eintreibung einer neuen und nicht vom Gesetzgeber vorgeschriebenen Regionalsteuer einführt und bestimmt.

Während die eingeführte Steuer nicht mit einer in die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Angelegenheit zusammenhängt.

Und während die Tatsache, dass der Staat keine Steuer auf die « Ausfuhr » trinkbaren Wassers aus Wallonien nach Flandern und Brüssel eingeführt hat, nicht weder in der Verfassung und im einfachen Gesetz beschriebenen Hypothese, dass die Region zuständig ist, eine neue Steuer zu erheben, wenn es keine Nationalsteuer gibt, gleichgesetzt werden kann.

So dass die geltend gemachten Rechtsregeln verletzt wurden.

7.A.3. Dritter Klagegrund

Verletzung der Artikel 107 *quater* der Verfassung, 19 § 3 und 2 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen, und Zuständigkeitsüberschreitung, Verhältnismässigkeitsgrundsatz und Diskriminierungsverbot.

Indem die angefochtenen Artikel 32 bis 35 des Dekrets die « Ausfuhr », trinkbaren oder aufbereitbaren, in Wallonien produzierten Wassers in die Flämischen und Brüsseler Region mit einer neuen Regionalsteuer belegen.

Während sich der Anwendungsbereich der Dekrete des Wallonischen Regionalrats bezüglich der ortsgebundenen Angelegenheiten auf die Wallonische Region beschränkt (Artikel 19 § 3 und Artikel 2 des Sondergesetzes).

Und während die Erhebung einer « Ausfuhrsteuer », deren technisches Merkmal darin liegt, dass sie in der Preis des ausgeführten Produktes einkalkuliert wird, in Wirklichkeit darauf abzielt, den Verbraucher des nach Flandern und Brüssel ausgeführten Wassers mit einer Steuer zu belegen.

Und während der Umstand, dass die Ausfuhr in Drittländer nicht besteuert wird, zeigt, dass es der wirklichen Absicht der Wallonischen Region entspricht, nur die Einwohner von Flandern und Brüssel, die wallonisches Wasser verbrauchen, mit einer Steuer zu belegen.

Und während die Wallonische Region beim Vorschreiben einer « Umweltsteuer » zumindest die übermässigen Auswirkungen, die diese auf die anderen Regionen bei der Ausübung ihrer Zuständigkeit hat, berücksichtigen muss (Verhältnismässigkeitsgrundsatz und Diskriminierungsverbot).

So dass, da eine Steuer in einem Gebiet eingeführt wird, wo die Wallonische Region örtlich unzuständig ist, die geltend gemachten Rechtsregeln verletzt werden und zumindest der Verhältnismässigkeitsgrundsatz nicht beachtet worden ist.

7.B. Es erübrigt sich, die im Schriftsatz der Flämischen Exekutive angeführten Klagegründe zu prüfen, da sie ohnehin nicht zu weiterreichender Nichtigerklärung führen können.

Aus diesen Gründen,

der Hof,

erklärt :

1. die Artikel 32 bis 35 des Dekrets der Wallonischen Region vom 7. Oktober 1985 « über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung » (« sur la protection des eaux de surface contre la pollution »),

2. Artikel 70 des besagten Dekrets insofern, als dadurch Artikel 3 § 2 des Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Umweltverschmutzung für die Wallonische Region aufgehoben wird,

3. Artikel 79 des besagten Dekrets insofern, als er sich auf das Inkrafttreten der Artikel 32 bis 35 bezieht,

für nichtig;

weist die Klage im übrigen zurück:

So ausgesprochen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäss Artikel 55 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983, in der öffentlichen Sitzung vom 25. Februar 1988.

Der Kanzler,
(Gez.) H. Van Der Zwalmen.

Der Vorsitzende,
(Gez.) E. Gutt.

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 88 — 562

2 SEPTEMBER 1987

Besluit van de Vlaamse Executieve houdende oprichting van het Cultureel Centrum te Wemmel, onder de benaming « De Zandloper »

De Vlaamse Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 4, 8°;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van ideologische en filosofische strekkingen wordt gewaarborgd;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 11 december 1985 houdende bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse Executieve;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 11 juni 1987 tot delegatie van beslissingsbevoegdheden van de leden van de Vlaamse Executieve;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Vlaamse Executieve, d.d. 2 september 1987;

Gelet op het akkoord van de Gemeenschapsminister van Financiën en Begroting, d.d. 22 juli 1987;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, d.d. 16 juli 1987;

Gelet op de wetten van de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het initiatief tot oprichting van het Cultureel Centrum « De Zandloper » te Wemmel reeds werd genomen enerzijds, en anderzijds gelet op de gedane investeringen en de voor de werking uitgetrokken budgettaire middelen, gelet op de nood onverwijld en op verantwoorde wijze het bedoelde centrum operationeel te maken;